

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1237

27 mai 2013

SOMMAIRE

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)	59344	Karis S.A.	59363
Alceda Fund Management S.A.	59360	Lux Investcom SA	59332
AMS Systems PSF S.A.	59376	Market Access III	59337
Atacama	59355	Mathur	59334
Atena Invest	59355	Mondery S.A.	59331
Atena Invest	59352	Montefin S.A.	59340
Aviva Investors	59361	Multi Manager Access	59341
Chi-Square S.C.A., SICAV-FIS	59364	M&W FondsConcept	59356
Clausen Development S.A.	59352	Parlam Invest Holding SPF S.A.	59332
Decopress SA SPF	59333	Planetarium Fund	59351
Emmedue S.A., SPF	59332	Polaris S.C.A., SICAV-SIF	59364
EraMondi S.à r.l.	59356	Poudrerie de Luxembourg	59340
Euro Développement S.A.	59331	Pyrotex GB 1 S.A.	59362
Europäisches Wertpapieremissions- und Handelshaus S.A.	59337	Rapin S.A.	59335
Europäisches Wertpapieremissions- und Handelshaus S.A.	59336	RBS Market Access	59335
Eurothea S.A.	59333	Riviera Shipping S.A.	59363
Familyfond S.A.	59330	Ro Agriculture Investment SICAV-SIF ...	59339
Financière Balan S.A.	59335	SF (Lux) SICAV 2	59338
Georgian American Alloys Sàrl	59346	SICAV-FIS Europe LBO V Porte Neuve	59334
Gestielle Investment Sicav	59334	Special Movie Production S.A.	59337
G-Gesellschaft, SPF	59333	Special Movie Production S.A.	59336
G & P Technologies S.A.	59361	Vantage Media Group S.A.	59331
Groupe Corneille Centre Sàrl	59352	Vaolu S.A.	59330
H&A Lux Assekura	59352	Wallberg Dividenden	59356
Holcim US Finance S.à r.l.	59360	Wallberg - Portfolio	59361
Holmalux GmbH	59376	Warburg Life Assekuranz	59355
Ivory Holding S.A. SPF	59330	Xenos	59364

Familyfond S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 120.244.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *14 juin 2013* à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Modification de la composition du Conseil d'Administration
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013067401/795/16.

Vaolu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 145.657.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *19 juin 2013* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 mars 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 mars 2013;
3. affectation des résultats au 31 mars 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061161/10/19.

Ivory Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 82.995.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 juin 2013* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061163/10/19.

Euro Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 81.444.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061164/10/18.

Mondery S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 145.885.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 12 juin 2013 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013062750/696/16.

Vantage Media Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 83.614.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 juin 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs, à l'Administrateur démissionnaire, et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061160/10/20.

Parlam Invest Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 81.337.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 juin 2013* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061162/10/20.

Lux Investcom SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 81.370.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *12 juin 2013* à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013067400/1267/16.

Emmedue S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 44.739.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *18 juin 2013* à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013067403/755/18.

Eurothea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 64.273.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 juin 2013* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061165/10/20.

Decopress SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 139.401.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social en date du *3 juin 2013* à 17 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2012.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C.
6. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013063600/1004/18.

G-Gesellschaft, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 158.081.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *5 juin 2013* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013064278/506/16.

Mathur, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.760.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 5 juin 2013 à 9.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013063610/534/15.

SICAV-FIS Europe LBO V Porte Neuve, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 129.478.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 4 juin 2013 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport annuel au 31 décembre 2012,
- Approbation du rapport annuel au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs,
- Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises Agréé.
- Fixation des émoluments du Réviseur d'Entreprises Agréé.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Référence de publication: 2013065819/755/18.

Gestielle Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.851.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held in Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, on June 12, 2013 at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at February 28, 2013
3. Allocation of the net results
4. Discharge to the Directors and the auditors
5. Statutory Appointments
6. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013067404/755/21.

Rapin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 86.939.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *18 juin 2013* à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013061167/10/20.

Financière Balan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 68.305.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *19 juin 2013* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
8. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013063618/10/20.

RBS Market Access, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 78.567.

Shareholders are hereby informed that the extraordinary general meeting of the shareholders of the Fund convened on 17 May 2013, with the same agenda as mentioned below, did not reach the required quorum.

Shareholders are thus invited to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Fund, as reconvened, to be held before a public notary on *26 June 2013* at 10.30 am CET, at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of the Articles in the form of the draft as available upon request at the registered office of the Fund further to the adoption of the Law of December 17, 2010 (the "Law of 2010") regarding undertakings for collective investment (the "UCI") implementing the directive 2009/65/EC (the "UCITS IV Directive") and as a consequence:

- a. Replacement of references to the Law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment by references to the Law of 2010. As a consequence, Article 3 of the Articles relating to the purpose of the Fund will be set out as follows:
 "The sole purpose of the Fund is to invest the funds available to it in various transferable securities and other financial liquid assets permitted by the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets. The Fund may take any steps and carry out any transactions that it deems useful for the achievement and development of its purpose to the full extent allowed by the 2010 Law.";
- b. Amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Fund to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding master-feeder structures;
- c. Amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Fund to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding mergers of UCI in transferable securities (UCITS);
- d. Amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Fund to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding cross-investment, i.e. investment by a sub-fund of the Fund in one or more other sub-fund(s) of the Fund;
2. Amendment of the Articles further to the guidelines of the European Securities and Markets Authority ("ESMA") on exchange-traded funds ("ETFs") and other UCITS issues (ESMA/2012/832EN), published on 18 December 2012 (the "Guidelines") and as implemented into the Luxembourg legal framework by the circular 13/559 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier on the ESMA Guidelines and as a consequence:
- a. Insertion of a provision providing that the name of any sub-fund of the Fund qualifying as an ETF will include the identifier "UCITS ETF".
3. Amendments to the definition of "U.S. Persons" under Article 8. D. (4) of the Articles in light of the upcoming entry into force of the Foreign Account Tax Compliance provisions of the U.S. Hiring Incentives to Restore Employment Act (FATCA).
4. Various amendments and clerical changes of the Articles for consistency and clarity purposes.
5. Full restatement of the Articles in order to reflect the changes enumerated in items 1 to 4 of the Agenda.
6. Miscellaneous.

As the Meeting is hereby reconvened for a second call, in accordance with the provisions of Article 67-1(2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915"), and in accordance with the provisions of Article 33 of the Articles, no quorum will be required to decide on the matters mentioned under items 1 to 6 of the agenda and the resolutions on such items will be passed by the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the shares present or represented and voting at the Meeting.

If you want to attend the Meeting in person, please inform us by post, at least 5 days before the Meeting.

THE BOARD OF DIRECTORS OF THE FUND.

Référence de publication: 2013067405/755/51.

**Special Movie Production S.A., Société Anonyme,
 (anc. EuWeSa, Europäisches Wertpapieremissions- und Handelshaus S.A.).**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 76.371.

Die Aktionäre der Aktiengesellschaft Special Movie Production S.A. werden gebeten, an der

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft teilzunehmen, die am Freitag, den 14. Juni 2013, um 10.30 Uhr, am Sitz der Gesellschaft in L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen stattfinden wird, mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Feststellung der Beschlussfähigkeit
2. Bericht des Verwaltungsrates über das Geschäftsjahr 2012
3. Bericht des Réviseur d'entreprises
4. Feststellung des Jahresabschlusses 2012
5. Entlastung des Verwaltungsrates und des Réviseur d'entreprises
6. Wahl eines Réviseur d'entreprises
7. Verschiedenes

Teilnahme an der ordentlichen Hauptversammlung

Zur Teilnahme an der ordentlichen Hauptversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind alle Namensaktionäre sowie alle Inhaber von Inhaberaktien berechtigt, die nach Art. 19 der Satzung ihre Aktien spätestens fünf (5) Arbeitstage vor der ordentlichen Hauptversammlung auf das Treuhanddepot von Herrn Rechtsanwalt Tarkotta bei der HYPOVE-REINSBANK DRESDEN, Depot-Nr. 20737743, BLZ 85020086, IBAN DE52850200860020737743, BIC HYVEDEMM496,

hinterlegt haben. Die Ausübung des Stimmrechts kann aufgrund privatschriftlicher Vollmacht auch durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten erfolgen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013065142/607/27.

**Special Movie Production S.A., Société Anonyme,
(anc. EuWeSa, Europäisches Wertpapieremissions- und Handelshaus S.A.).**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 76.371.

Die Aktionäre der Aktiengesellschaft Special Movie Production S.A. werden gebeten, an der

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft teilzunehmen, die am Freitag, den 14. Juni 2013, um 11.30 Uhr, am Sitz der Gesellschaft in L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen stattfinden wird, mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Feststellung der Beschlussfähigkeit
2. Umwandlung der Inhaberaktien in Namensaktien.
3. Abänderung des ersten Satzes des Artikels 6 der Satzung um ihm folgenden Wortlaut zu geben:
Artikel 6: Die Aktien sind und bleiben Namensaktien.
4. Herabsetzung des gezeichneten Kapitals um 3.000.000 EUR auf 1.000.000 EUR durch Herabsetzung des Nennwertes von 2 € auf 0,50 € und Auszahlung der Kapitalherabsetzung an die Aktionäre.
5. Anpassung von Absatz 1 von Artikel 5 der Satzung
6. Verschiedenes

Teilnahme an der außerordentlichen Hauptversammlung

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Hauptversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind alle Namensaktionäre sowie alle Inhaber von Inhaberaktien berechtigt, die nach Art. 19 der Satzung ihre Aktien spätestens fünf (5) Arbeitstage vor der außerordentlichen Hauptversammlung auf das Treuhanddepot von Herrn Rechtsanwalt Tarkotta bei der HYPOVEREINSBANK DRESDEN, Depot-Nr. 20737743, BLZ 85020086, IBAN DE52850200860020737743, BIC HYVEDEMM496, hinterlegt haben. Die Ausübung des Stimmrechts kann aufgrund privatschriftlicher Vollmacht auch durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten erfolgen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013065825/607/28.

Market Access III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 140.329.

Shareholders are hereby informed that the extraordinary general meeting of the shareholders of the Fund convened on 17 May 2013, with the same agenda as mentioned below, did not reach the required quorum.

Shareholders are thus invited to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Fund, as reconvened, to be held before a public notary on 26 June 2013 at 11.30 am CET, at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of the Articles in the form of the draft as available upon request at the registered office of the Fund further to the adoption of the law of December 17, 2010 (the "Law of 2010") regarding undertakings for collective investment ("UCI") implementing the directive 2009/65/EC (the "UCITS IV Directive") and as a consequence:
 - a. Replacement of references to the law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment by references to the Law of 2010. As a consequence, Article 3 of the Articles relating to the purpose of the Fund will be set out as follows:
"The sole purpose of the Fund is to invest the funds available to it in various transferable securities and other financial liquid assets permitted by the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets. The Fund may take any steps and carry out any transactions that it deems useful for the achievement and development of its purpose to the full extent allowed by the 2010 Law.";

- b. Amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Fund to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding master-feeder structures;
- c. Amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Fund to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding mergers of UCI in transferable securities ("UCITS");
- d. Amendment of the provisions set out in the Articles in order to enable the Fund to benefit from the provisions of the Law of 2010 regarding cross-investment, i.e. investment by a sub-fund of the Fund in one or more other sub-fund(s) of the Fund;
2. Amendments to the definition of "U.S. Persons" under Article 8. D. (4) of the Articles in light of the upcoming entry into force of the Foreign Account Tax Compliance provisions of the U.S. Hiring Incentives to Restore Employment Act ("FATCA").
3. Various amendments and clerical changes of the Articles for consistency and clarity purposes.
4. Full restatement of the Articles in order to reflect the changes enumerated in items 1 to 3 of the Agenda.
5. Miscellaneous.

As the Meeting is hereby reconvened for a second call, in accordance with the provisions of Article 67-1(2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915"), and in accordance with the provisions of Article 33 of the Articles, no quorum will be required to decide on the matters mentioned under items 1 to 5 of the agenda and the resolutions on such items will be passed by the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the shares present or represented and voting at the Meeting.

If you want to attend the Meeting in person, please inform us by post, at least 5 days before the Meeting.

THE BOARD OF DIRECTORS OF THE FUND.

Référence de publication: 2013067406/755/45.

SF (Lux) SICAV 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 101.287.

Die Aktionäre von SF (LUX) SICAV 2 (die „Gesellschaft“) werden hiermit davon in Kenntnis gesetzt, dass die am 2. Mai 2013 abgehaltene ausserordentliche Generalversammlung nicht das erforderliche Quorum erreichte und somit nicht beschlussfähig war. Sie sind daher hiermit zur

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 11. Juni 2013 um 15:30 Uhr an deren Geschäftssitz in 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg mit der folgenden Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

I. Änderungen der Satzung

1. Ersetzung jeglicher Bezugnahme in der Satzung auf das Luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 durch Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010.
2. Einfügen eines neuen vorletzten Absatzes in Artikel 8 der Satzung mit folgendem Wortlaut:
„Falls der Wert des Anteils einer Aktienklasse am Gesamtnettvermögenswert eines Subfonds unter eine Grösse gefallen ist oder eine Grösse nicht erreicht hat, die vom Verwaltungsrat als für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung einer Aktienklasse erforderliche Mindestgrösse bestimmt wurde, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass alle Aktien dieser Klasse an einem durch den Verwaltungsrat festgelegten Geschäftstag gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückzunehmen sind. Aus dieser Rücknahme werden den Anlegern der betroffenen Klasse sowie des betroffenen Subfonds keine Mehrkosten oder sonstigen finanziellen Nachteile erwachsen.“
3. Einfügen der an die Verwaltungsgesellschaft zu zahlenden Gebühr in Artikel 10 der Satzung.
4. Austausch der Referenz auf die Richtlinie 85/611/EG durch Bezugnahme auf die Richtlinie 2009/65/EG in Artikel 17, 1. der Satzung.
5. Abänderung von Artikel 18 der Satzung, um den Verwaltungsrat zu ermächtigen eine Verwaltungsgesellschaft zu ernennen. Der neue Wortlaut von Artikel 18 lautet wie folgt:
„Art. 18. Anlageberater / Portfoliomanager / Verwaltungsgesellschaft
Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Portfoliomanager ernennen. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheide zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Portfoliomanager wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt. Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne von Kapitel 15 des Gesetzes von 2010 ernennen.“
6. Einfügen einer Referenz auf die Verwaltungsgesellschaft in Artikel 19 der Satzung über Interessenkonflikte.
7. Änderung des Datums der ordentlichen Generalversammlung auf den 23. Oktober jedes Jahres und entsprechende Abänderung von Artikel 23 der Satzung sowie Streichung der Angabe über das Datum der ersten Generalversammlung.

8. Einfügen eines Verweises auf die Auflösung von Aktienklassen und Streichung des Euro-Betrags, der bisher als Orientierung für die Auflösung von Teilfonds und Aktienklassen diente, im ersten Absatz von Artikel 25.
9. Änderung des zweiten Absatzes im Abschnitt „Zusammenlegung“ in Artikel 25 über die Benachrichtigung von Aktionären über die Zusammenlegung von Subfonds wie folgt:
„Den Aktionären wird der betreffende Beschluss gemäss der im Gesetz von 2010 enthaltenen diesbezüglichen Vorschriften sowie jeder Durchführungsverordnung bekanntgemacht. Die von der Zusammenlegung betroffenen Aktionäre sind während eines Monats nach Mitteilung über den betreffenden Beschluss berechtigt, die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettoinventarwert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühr) zu verlangen.“
10. Zusätzliche kleinere Änderungen in Bezug auf, unter anderem, die konsistente Verwendung von definierten Begriffen.
11. Verschiedenes.

Der vollständige Text der Satzung ist auf Anfrage am Sitz der Gesellschaft in 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, erhältlich.

Bei ausserordentlichen Generalversammlungen berechtigt jede Aktie zu einer Stimme.

Um zu der Versammlung zugelassen zu sein, bitten wir Sie eine entsprechende Mitteilung per Fax mindestens fünf (5) Geschäftstage vor der ausserordentlichen Generalversammlung an UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., Faxnummer +352 44 10 10 - 6249 zu senden.

Falls Sie nicht persönlich an der Versammlung teilnehmen können und statt dessen vertreten werden möchten, bitten wir Sie eine Vollmacht, datiert und unterschrieben, per Fax (gefolgt von einem Brief) bis zum 4. Juni 2013 an UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Faxnummer +352 44 10 10 - 6249 zu senden. Vorlagen für eine Vollmacht können durch einfache Anfrage an dieselbe Adresse bezogen werden.

Luxemburg, den 10. Mai 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013059986/755/61.

Ro Agriculture Investment SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 162.520.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, am Mittwoch, den 12. Juni 2013 um 11.00 Uhr, in 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

I. Der Verwaltungsrat soll zu den nachfolgend angegebenen Tagesordnungspunkten der bevorstehenden ordentlichen Generalversammlung am 12. Juni 2013 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz die jeweiligen Vorschläge beschließen, die der Generalversammlung unterbreitet werden sollen:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2012.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Neuwahlen des Verwaltungsrates und Dauer der Mandate.
6. Ernennung des Abschlussprüfers.
7. Verschiedenes.

II. Verschiedenes

An der Generalversammlung kann jeder Aktionär - persönlich oder durch einen schriftlich Bevollmächtigten - teilnehmen, der für seine Aktien spätestens am Freitag, den 7. Juni 2013 am Gesellschaftssitz eine Bescheinigung hinterlegt, dass die Aktien für die Dauer der Generalversammlung blockiert sind. Jeder Aktionär, der diese Voraussetzung erfüllt, erhält eine Eintrittskarte zur Generalversammlung.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013067399/755/29.

Montefin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 47.153.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 14 juin 2012 à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012.
3. Octroi d'un tantième.
4. Affectation des résultats au 31 décembre 2012.
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
6. Non-renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de M. Jean-Christophe DAUPHIN et décharge.
7. Nomination de Mme Virginie DECONINCK, administrateur de sociétés, née le 11 octobre 1976 à Rocourt (Belgique), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
8. Reconduction de Mme Ruth VON WYL, dans ses mandats d'administrateur et de présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
9. Reconduction de Mme Juliette LORANG dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.
10. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., comme commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Référence de publication: 2013067402/29/26.

Poudrerie de Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, allée de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 5.955.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 12 juin 2013 à 15.00 heures au siège social à Kockelscheuer, Luxembourg, à l'effet de délibérer sur les points de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet de scission partielle tel que décidé par le conseil d'administration en date du 25 avril 2013.
2. Constatation de la scission partielle et de ses effets.
3. Approbation de l'apport d'une partie de ses actifs et de ses passifs à une (1) Société anonyme nouvelle, dénommée Accumalux Group S.A.
4. Approbation de la constitution de la Société anonyme nouvelle sous la dénomination Accumalux Group S.A.
5. Constatation que l'apport d'une partie de ses actifs et de ses passifs à la Société anonyme nouvelle est faite avec valeur au 1^{er} janvier 2013.
6. Approbation de l'attribution des actions de la Société anonyme nouvelle, des modalités de remise desdites actions et des modalités d'annulation des actions de la Société partiellement scindée.
7. Modifications statutaires dans la Société anonyme Poudrerie de Luxembourg, à savoir:
 - a) Réduction du capital social d'un montant de six cent mille Euros (€ 600.000.-) pour le porter de son montant actuel de trois millions neuf cent mille Euros (€ 3.900.000.-) au montant de trois millions trois cent mille Euros (€ 3.300.000.-);
 - b) modification de l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet:

 - l'achat, la vente, la mise en valeur, la location et la construction d'immeubles;
 - toutes opérations en relation avec la gestion administrative, commerciale et immobilière;
 - la consultance;
 - l'établissement de la comptabilité et des comptes annuels pour des sociétés affiliées ou non.

La Société a également pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres Sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres

valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des Sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute Société ou entreprise.

Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute Société ou entreprise. Elle pourra en outre acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, informations confidentielles, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences ou des sous-licences de ces droits, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, incluant tous brevets, marques et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, sous-licences, marques de service, savoir-faire, informations confidentielles et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et droits similaires contre les violations, les utilisations non autorisées et les violations par des tiers. La Société pourra par ailleurs fournir, directement ou indirectement, la transmission d'un savoir-faire, des services de conseil en développement ainsi que tous services opérationnels, assurer la promotion, la représentation et toutes opérations de cette nature.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, Sociétés affiliées et à toute autre Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, Sociétés affiliées ou de toute autre Société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte."

c) Modification du premier alinéa de l'article 9 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Article 9 (alinéa 1^{er}):

La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence."

d) Modification du deuxième alinéa de l'article 11 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Article 11 (alinéa 2):

La présence de la moitié des membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Celles-ci sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la décision est remise à la séance suivante et si le partage persiste, la voix du président est prépondérante."

e) Modification de l'article 7 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Article 7:

L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins."

Pour prendre part à l'assemblée générale extraordinaire, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 24 des statuts.

Kockelscheuer, le 08 mai 2013.

Le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2013061170/82.

Multi Manager Access, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 115.445.

The shareholders of Multi Manager Access (the "Company") are hereby informed that the Extraordinary General Meeting held on 2 May 2013 was not quorate. You are therefore hereby invited to the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company, which will be held on 11 June 2013 at 2.30 p.m. at the Company's registered office at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, with the following

Agenda:

I. Amendments to the Articles of Incorporation

1. To replace any reference in the Articles of Incorporation to the Luxembourg law of 20 December 2002 by reference to the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the “Law of 2010”).
2. To insert reference to the fees payable to the management company in article 10, II, 6) of the Articles of Incorporation.
3. To amend article 18 of the Articles of Incorporation in order to provide the board of directors of the Company with the authority to appoint a management company. The new text of article 18 of the Articles of Incorporation will read as follows:

“Art. 18. Management Company, Investment Advisor
The Board of the Company may appoint a management company. It may furthermore appoint an investment advisor (hereinafter the “Investment Advisor”) who shall supply the Company with recommendation and advice with respect to the Company’s investment policy pursuant to Article 17 hereof.”
4. To insert a reference to the management company in article 19 of the Articles of Incorporation on conflicts of interest.
5. To insert a new article 17.1 into the Articles of Incorporation in order to provide the Company with the authority to invest up to 100% of the assets of any Subfund in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, one or more of its local public authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, and to perform cross-Subfund investments (within the Company). The new text of Article 17.1 of the Articles of Incorporation will read as follows:

“17.1 Risk diversification and investment restrictions
The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, determine any restrictions which shall be applicable to the investments of the Company and its Subfunds, in accordance with Part I of the Law of 2010. In particular:
a) The Company may invest up to 100% of the assets of any Subfund, in accordance with the principle of risk-spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, one or more of its local public authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, which in principle includes the OECD, unless otherwise provided for in the sales document; provided that in such event, the Subfund concerned must hold securities from at least six different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount.
b) Each Subfund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other Subfunds of the Company subject to additional requirements which may be specified in the sales documents, if:
(i) the target Subfund does not, in turn, invest in the Subfund invested in this target Subfund; and
(ii) no more than 10% of the assets of the target Subfunds whose acquisition is contemplated may, pursuant to the Company’s sales prospectus or these Articles of Incorporation, be invested in aggregate in units/shares of other UCITS or other collective investment undertakings; and
(iii) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Subfund concerned; and
(iv) in any event, for as long as these securities are held by the relevant Subfund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law of 2010; and
(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Subfund having invested in the target Subfund, and this target Subfund.
c) Provided that they continue to observe the principles of diversification, newly established Subfunds and merging Subfunds may deviate from the specific risk diversification restrictions mentioned above for a period of six months after being approved by the authorities respectively after the effective date of the merger.
d) Provided the particular Subfund’s investment policy does not specify otherwise, it may invest no more than 10% of its assets in other UCITS or UCIs or in other Subfunds of the Company.
e) All other investment restrictions are specified in the Company’s sales prospectus.”
6. To insert a new article 17.2 into the Articles of Incorporation in order to provide the Company with the authority and to establish Subfunds as master or feeder UCITS within the meaning of article 77 of the Law of 2010.
7. To add the following paragraph to article 11 of the Articles of Incorporation in order to allow the Company, for Subfunds in the form of a feeder UCITS, to suspend temporarily the determination of the net asset value per share and the issue, conversion and redemption of shares also whenever certain corporate actions take place on the level of its master UCITS:

“(g) a Subfund in the form of a feeder UCITS, when its master UCITS temporarily suspends, on its own initiative or at the request of its competent authorities, the redemption, the reimbursement or the subscription of its units; in such a case the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the feeder UCITS will be for a duration identical to the duration of the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the master UCITS.”

8. To amend article 23 of the Articles of Incorporation in order to replace the provisions governing the notification of shareholders with references to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.
9. To amend article 24 of the Articles of Incorporation in order to clarify that the Company is authorized to merge Subfunds with UCITS domiciled in any EU member state.
10. To amend article 10 of the Articles of Incorporation relating to the calculation of the net asset value per share in order to align it to the current sales prospectus of the Company, which has been approved by the Luxembourg supervisory commission of the financial sector (the "CSSF"), by
 - adding a clause allowing for adjustments to the net asset value of share classes if on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in- or outflow (so-called "swing-pricing"), and
 - restating the section governing the valuation of the assets held by each Subfund to read as follows:

"The value of the assets held by each Subfund is calculated as follows:

 - a) The value of any cash - either in hand or on deposit - as well as bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
 - b) Securities, derivatives and other investments listed on a stock exchange are valued at the last known market prices. If the same security, derivative or other investment is quoted on several stock exchanges, the last available quotation on the stock exchange that represents the major market for this investment will apply. In the case of securities, derivatives and other investments little traded on a stock exchange and for which a secondary market among securities traders exists with pricing in line with the market, the Company may value these securities, derivatives and other investments based on these prices. Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange, but which are traded on another regulated market which is recognised, open to the public and operates in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.
 - c) Securities and other investments that are not listed on a stock exchange or traded on any other regulated market, and for which no reliable and appropriate price can be obtained, will be valued by the Company according to other principles chosen by it in good faith on the basis of the likely sales prices.
 - d) The valuation of derivatives that are not listed on a stock exchange (OTC derivatives) is made by reference to independent pricing sources. In case only one independent pricing source of a derivative is available, the plausibility of the valuation price obtained will be verified by employing methods of calculation recognised by the Company and the auditors, based on the market value of the underlying instrument from which the derivative is derived.
 - e) Units or shares of other undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") and/or undertakings for collective investment ("UCI") will be valued at their last net asset value. Certain units or shares of other UCITS and/or UCI may be valued based on an estimate of the value provided by a reliable price provider independent from the target fund's investment manager or investment adviser (Estimated Pricing).
 - f) (i) For Sub-funds that are money market funds,
 - the value of money market instruments which are not listed on a stock exchange or traded on another regulated market open to the public is based on the appropriate curves. The valuation based on the curves refers to the interest rate and credit spread components. The following principles are applied in this process: for each money market instrument, the interest rates nearest the residual maturity are interpolated. The interest rate calculated in this way is converted into a market price by adding a credit spread that reflects the underlying borrower. This credit spread is adjusted if there is a significant change in the credit rating of the borrower.
 - interest income earned by sub-funds between the Order Date concerned and the respective Settlement Date may be included in the valuation of the assets of the sub-funds concerned. The asset value per share on a given valuation date may therefore include projected interest earnings.
 - (ii) For the other Sub-funds that do not fall under the regulation in subsection f (i), the following regulation shall apply: For money market instruments, the valuation price will be gradually adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and retaining the ensuing yield. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of the individual investments is brought into line with the new market yields.
 - g) Securities, money market instruments, derivatives and other investments that are denominated in a currency other than the currency of account of the relevant sub-fund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the middle currency rate (midway between the bid and offer rate) known in Luxembourg or, if not available, on the most representative market for this currency.
 - g) Time deposits and fiduciary investments are valued at their nominal value plus accumulated interest.
 - h) The value of swap transactions is calculated by an external service provider, and a second independent valuation is made available by another external service provider. The calculation is based on the net present value of all cash flows, both inflows and outflows.

In some specific cases, internal calculations based on models and market data available from Bloomberg and/or broker statement valuations may be used. The valuation methods depend on the respective security and are determined pursuant to the UBS Global Valuation Policy.

The Company is authorised to apply other generally recognised and auditable valuation criteria in good faith in order to achieve an appropriate valuation of the net assets if, due to extraordinary circumstances, a valuation in accordance with the above-mentioned regulations proves to be unfeasible or inaccurate.

In extraordinary circumstances, additional valuations can be carried out over the course of the day. These new valuations will then be valid for subsequent issues and redemptions of units.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant Subfund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by any bank, company or other organisation which the Board may appoint for the purpose of calculating the net asset value (the "delegate of the board"), shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders."

11. To change the date of the annual general meeting of shareholders to 31 January of each year and to amend article 23 of the Articles of Incorporation accordingly.
12. Miscellaneous.

The full text of the revised Articles of Incorporation is available to shareholders upon request at the registered office of the Company 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

At the extraordinary shareholders' meeting, each share entitles to one vote.

In order to be admitted to the meeting, please send a notice in this respect by fax at least five (5) business days in advance of the extraordinary general meeting to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., fax number +352 - 44 10 10 - 6249.

If you cannot attend this meeting and if you want to be represented, please return a proxy, dated and signed to UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by fax followed by mail until 4 June 2013, fax number +352 - 44 10 10 - 6249. Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

Luxembourg, 10 May 2013.

By order of the Board of Directors .

Référence de publication: 2013059985/755/162.

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 129.880.

We are pleased to invite the shareholders at the

ORDINARY GENERAL MEETING

of the Company (the Ordinary Meeting) to be held at its registered office on *June 19th, 2013* at 11:00 am for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. Consideration of the Board of Directors' and independent auditor's reports on the Company's consolidated financial statements. Approval of the Company's consolidated financial statements for the year ended December 31, 2012.
2. Consideration of the Board of Directors' and independent auditor's reports on the Company's annual accounts. Approval of the Company's annual accounts as at December 31, 2012.
3. Allocation of results.
4. Discharge to the members of the Board of Directors for the exercise of their mandate throughout the year ended December 31, 2012.
5. Re-appointment of actual Board members.
6. Appointment of Caroline Verhaeven as B Director.
7. Approval of a Director's fee for the financial year 2013 as stated in the Directors' report.
8. Authorization to the Board of Directors to appoint one or more of its members as the Company's attorney-in-fact.
9. Authorization to the Board of Directors to (i) repurchase a maximum number of 10,000,000 class A shares (LU0327662697) of the Company, having a par value of US\$ 1 each, in accordance with article 49-2 of the law on commercial companies dated August 10, 1915, as amended, (the Law) for a maximum duration period of five years, (ii) fix the consideration to a price ranging between a minimum consideration of [nominal value] (included) and a maximum consideration of [NAV] (included), and (iii) take all required action to complete the repurchase (including but not limited to implement a share buy-back program).

10. Authorization to the Board of Directors to (i) repurchase a maximum number of 5,000,000 class B shares (LU0338952244) of the Company, having a par value of US\$ 1 each, in accordance with article 49-2 of the Law for a maximum duration period of five years, (ii) fix the consideration to a price ranging between a minimum consideration of [nominal value] (included) and a maximum consideration of [NAV] (included), and (iii) take all required action to complete the repurchase (including but not limited to implement a share buy-back program).
11. Miscellaneous.

Total Voting Rights

The share capital of the Company is on the date hereof represented by 47,446,946 A Shares with a par value of US\$ 1 each, 15,096,098 B Shares with a par value of US\$ 1 each, 7,600,000 D Shares with a par value of US\$ 1 each, 25,000 CA Shares with a par value of US\$ 1 each, and 25,000 CB Shares with a par value of US\$ 1 each, and 1,000 CD Shares with a par value of US\$ 1 each. The authorized share capital of the Company including the issued capital of the Company is set at US\$ 500,000,000. The A Shares, B Shares and C Shares all carry voting rights in general meetings on an unrestricted "one share one vote" basis.

Right to participate to the Meeting

Any shareholder who holds one or more shares of the Company shall be admitted to the Meeting and may vote in person or by appointing in writing another person, who needs not be a shareholder, as its proxy. Any shareholder and/or proxyholder participating in the Meeting shall carry a valid proof of identity.

Procedures for attending and voting at the Meeting

a. Shareholders wishing to exercise their right to vote at the Meeting shall declare themselves not less than 14 days prior to the date of the Meeting (the Record Date) in the manner set forth hereunder:

Shareholders wishing to attend the Meeting in person:

- Any shareholder holding shares through fungible securities accounts (custodian banks) wishing to attend the Meeting in person must not later than 72 hours prior to the Meeting, deliver by fax (+352/26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, a certificate issued by the financial institution or professional depository (custodian bank) holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date.

- Any shareholder must in addition to the above, no later than 72 hours prior to the Meeting (i) have their custodian bank send SWIFT instruction to Clearstream / Euroclear and (ii) have a copy of said SWIFT instruction sent by their custodian bank to Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg (SWIFT code: BILLLULL), along with the attendance confirmation sent to Banque Internationale à Luxembourg to the attention of Biagio Grasso, by fax (+352/45.90.42.27) or e-mail (biagio.grasso@bil.com).

Certificates issued by financial institutions or professional depositories (custodian banks) certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting.

The shareholders may use only attendance confirmations provided by the Company.

Shareholders wishing to vote through proxy:

- Any shareholder holding shares through fungible securities accounts (custodian banks) wishing to vote through proxy at the Meeting must not later than 72 hours prior to the Meeting, deliver by fax (+352/26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, a certificate issued by the financial institution or professional depository (custodian bank) holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date.

- Any shareholder must no later than 72 prior to the Meeting (i) have their custodian bank send SWIFT instruction to Clearstream / Euroclear and (ii) have a copy of said SWIFT instruction sent by their custodian bank to Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg (SWIFT code: BILLLULL), along with the proxy sent to Banque Internationale à Luxembourg to the attention of Biagio Grasso, by fax (+352/45.90.42.27) or e-mail (biagio.grasso@bil.com) and to the Company to the attention of Yves Mertz, by fax (+352/26.33.42.52) or e-mail (yves.mertz@cerlux.eu) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Certificates issued by financial institutions or professional depositories (custodian banks) certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting.

The shareholders may use only proxy provided by the Company.

b. Any shareholder of nominative shares having been duly registered in the shareholder's register of the Company is allowed to attend the Meeting upon presentation of a valid document evidencing its identity.

c. In the event of shares owned by a corporation or any other legal entity, individuals representing such entity who wish to attend the Meeting in person and vote at the Meeting on behalf of such entity, must present evidence of their authority to attend, and vote at, the Meeting by means of a proper document (such as a general or special power-of-attorney) issued by the relevant entity. A copy of such power of attorney or other proper document must be filed with the Company not later than 72 hours prior to the Meeting, at the Company's registered office in Luxembourg. The original documentation evidencing the authority to attend, and vote at, the Meeting, or a notarized and legalized copy thereof, must be presented at the Meeting.

d. Pursuant to the Company's articles of association, resolutions at the Ordinary Meeting will be passed by a simple majority of the votes cast, irrespective of the number of shares present or represented.

e. Holders of shares representing at least 5% of the issued shares of the Company are entitled to (i) insert items on the Agenda of the Meeting and (ii) present a draft resolution on the items of the Agenda of the Meeting.

f. The holders of shares contemplating to exercise their rights referred to in item e. above shall, no later than twenty-two days prior to the date of the Meeting, address in writing to the Company, either by mail e-mail or fax, a draft of the resolution respectively the items to be inserted in the Agenda of the Meeting, to one of the following:

Per mail: 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

Per fax: +352/26.33.42.52

Per e-mail: yves.mertz@cerlux.eu

Copies of the convening notice, proxy and attendance confirmation as well as the Company's 2012 annual Report and the Company's annual accounts as at December 31, 2012, together with the board of directors' and the independent auditors' reports thereon are available on our website at <http://www.acheronportfolio.lu/> or at the free disposal of the shareholders at registered office of the Company.

Luxembourg, May 17, 2013.

For and on behalf of the board of directors of the Company

Director / Director

Référence de publication: 2013064274/755/110.

Georgian American Alloys Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 52.691,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 175.619.

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of the month of April,

Before Us M^e Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

G.M. Georgian Manganese Holdings Limited, a private limited liability by shares governed by the laws of the Republic of Cyprus, registered with the Companies Registrar of the Republic of Cyprus under number HE 186110 and with its registered office at Leof. Aglantzia, 21, Symplegma 21B, 2nd floor, flat/office 1 Aglantzia, Nicosia, Cyprus (the "Sole Shareholder"),

Here represented by Mr. Daniel Boone, attorney-at-law, having its offices in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

By virtue of a proxy given under private deed, dated 21 March 2013;

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder representing the appearing person and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder is the sole shareholder of Georgian American Alloys S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered offices at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under registration number B 175.619 (the "Company").

The Company has been incorporated pursuant to a deed received on 22nd February 2013, in process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Sole Shareholder requests the notary to enact that:

- the 12,500 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed;

- the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by the issuance of new ordinary shares, subject to the payment of a global share premium attached thereto;
2. Subscription, payment and issuance of the ordinary shares;
3. Payment of the global share premium;
4. Allocation of the legal reserve;
5. Subsequent amendment of Articles 6 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital of the Company;
6. Proxies; and
7. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 40,191.- (forty thousand one hundred and ninety one Euros), so as to bring it from its present amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euros), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to EUR 52,691.- (fifty two thousand six hundred and ninety one Euros), represented by 52,691 (fifty two thousand six hundred and ninety one) ordinary shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, by the issuance of 40,191 (forty thousand one hundred and ninety one) new ordinary shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-), having the same rights as the previously issued ordinary shares.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept that the above mentioned increase of capital and payment of global share premium be fully subscribed and fully paid up by way of a contribution (the "Contribution") in kind of shares in the Georgian Entities (the "Contributed Assets") held by the Sole Shareholder of an aggregate amount value of EUR 803,810.86 (eight hundred three thousand eight hundred ten Euros and eighty six cents).

With the Contributed Assets contributed to the Company and in addition to the share capital increase detailed in the first resolution above, the Sole Shareholder resolves to further pay a global share premium, which shall be booked in a specific share premium account of the Company, as well as to allocate the legal reserve as follows:

- EUR 5,268.59 (five thousand two hundred sixty eight Euros and fifty nine cents) to a non-distributable item of the balance sheet as the Company's legal reserve; and
- EUR 758,351.27 (seven hundred fifty eight thousand three hundred fifty one Euros and twenty seven cents) to a distributable item of the balance sheet as share premium.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve and record the following subscription and payment of the Contributed Assets as set out below.

Intervention - Subscription - Payment

the Sole Shareholder has subscribed for the number of shares and has paid by contribution in kind the amount mentioned hereafter:

Sole Shareholder	Subscribed capital (EUR)	Number of ordinary shares	Amount paid-in (EUR)
G.M. Georgian Manganese Holdings Limited	40,191.-	40,191	40,191.-
Total:	40,191.-	40,191	40,191.-

All the shares have been fully subscribed and totally paid up by the Sole Shareholder and evidence of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in Article 183 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies' Act"), have been complied with.

The Sole Shareholder has paid:

- all the newly issued ordinary shares of the Company;
- a global share premium up to an amount of EUR 758,351.27 (seven hundred fifty eight thousand three hundred fifty one Euros and twenty seven cents); and
- the allocation of the legal reserve of the Company up to an amount of 5,268.59 (five thousand two hundred sixty eight Euros and fifty nine cents),

by way of a Contribution of an aggregate amount of EUR 803,810.86 (eight hundred three thousand eight hundred ten Euros and eighty six cents), being the equivalent of USD 1,048,490.89 (one million forty eight thousand four hundred

ninety United States dollars and eighty nine cents), at the conversion rate of EUR:USD = 1:1.3044, as published by Bloomberg on 17 April 2013 at 10:45 AM EST / 4:45 PM CET.

The Sole Shareholder declared that the Contributed Assets consist of one per cent (1%) of the respective aggregate value of the two following Georgian companies (the "Georgian Entities"), which were, prior to the Contribution, one hundred per cent (100%) held by the Sole Shareholder:

(i) Vartsikhe 2005 LLC, a Limited Liability Company governed by the laws of Georgia, having its registered office at Georgia, Tskaltubo, Geguti Village, registered with the court of Tskaltubo under identification code 221297870; and

(ii) Georgian Manganese LLC, a Limited Liability Company governed by the laws of Georgia, having its registered office at Georgia, Zestafoni, 9, Sakarkhno str., registered with the court of Kutaisi under identification code 230085797.

Evaluation of the Contribution

The value of the Contribution, as valued by the Company, is set at EUR 803,810.86 (eight hundred three thousand eight hundred ten Euros and eighty six cents).

Contribution

The Sole Shareholder, in its capacity as contributor of the Contributed Assets, expressly confirms that:

- (i) It is the legal and sole owner of the Contributed Assets;
- (ii) the Contributed Assets are free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights;
- (iii) the Contributed Assets are not subject to any dispute or third parties' claims;
- (iv) the Contributed Assets are freely transferable to the Company with all the rights attached thereto;
- (v) the transfer of the Contributed Assets is effective as of the date of the present deed; and
- (vi) all formalities subsequent to the transfer of the Contributed Assets as required under any applicable law have or will be carried out in order for the Contribution to be valid anywhere and towards any third party.

Evidence of the Contribution

Proof of the value of the Contribution has been given to the undersigned notary who has been submitted with a copy of the valuation report issued by the management of the Company on 17 April 2013 (the "Valuation Report"), which conclusion is as follows:

"On the basis of the Contribution's support documents made available to the Company and given the market conditions and other circumstances prevailing at the date of this valuation report, the value of the Contribution may reasonably be set at EUR 803,810.86 (eight hundred three thousand eight hundred ten Euros and eighty six cents)".

The Valuation Report, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder representing the appearing person and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Fourth resolution

As consequence of the increase of corporate capital here above described, the Sole Shareholder resolves to amend Article 6 of the articles of association of the Company, which will henceforth read as follows:

« **Art. 6. Share Capital.** The issued share capital of the Company is set at EUR 52,691.- (fifty two thousand six hundred and ninety one Euros), represented by 52,691 (fifty two thousand six hundred and ninety one) fully paid-in ordinary shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each."

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to authorize any manager of the Company, acting individually under his sole signature, in the name and on behalf of the Company and/or Mr. Daniel Boone, prenamed, to amend, sign and execute the share register of the Company to reflect the above mentioned capital increase, and more generally to carry out any necessary or useful actions in relation to the present resolutions.

Costs and Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the present deed, are evaluated at approximately two thousand two hundred Euros (2,200.- EUR).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-huit avril.

Pardevant Nous Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

G.M. Georgian Manganese Holdings Limited, une société de droit chypriote, ayant son siège social à Leof. Aglantzia, 21, Symplegma 21B, 2^{ème} étage, appartement/bureau 1 Aglantzia, Nicosie, Chypre, et enregistrée auprès du registre des sociétés de la République de Chypre sous le numéro HE 186110 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Mr. Daniel Boone, Avocat à la Cour, demeurant en son Etude à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

en vertu d'une procuration donnée sous seing privée, en date du 21 mars 2013.

La procuration, signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être soumise avec elles aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représentée comme indiqué ci-avant, est l'associé unique de la société Georgian American Alloys S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.619 (la «Société»).

La Société a été constituée en vertu d'un acte reçu par notaire en date du 22 février 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé Unique prie le notaire intervenant d'acter que:

- les 12,500 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société est représenté, de sorte que l'assemblée peut valablement statuer sur tous les points de l'agenda dont l'Associé Unique a été pleinement informé;
- L'agenda de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1. Augmentation du capital social de la Société par l'émission de nouvelles actions ordinaires, sous réserve du paiement d'une prime d'émission globale y attachée;
2. Souscription, paiement et émission des parts sociales;
3. Paiement d'une prime d'émission globale;
4. Dotation de la réserve légale;
5. Modification subséquente de l'Article 6 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital;
6. Procurations; et
7. Divers.

Après que ce qui précède ait été approuvé par l'Associé Unique, ce dernier a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 40.191,- EUR (quarante mille cent quatre vingt onze Euros), aux fins de le porter de son montant actuel de 12.500,- EUR (douze mille cinq cents Euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune, au montant de EUR 52.691,- EUR (cinquante deux mille six cent quatre vingt onze euros), représenté par 52.691 (cinquante deux mille six cent quatre vingt onze) parts sociales ordinaires, d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune, par l'émission de 40.191 (quarante mille cent quatre vingt onze) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune, conférant les mêmes droits que les parts sociales précédemment émises.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé que la prédite augmentation de capital et le paiement de la prime d'émission sera intégralement souscrit par lui-même et intégralement libéré par l'apport en nature d'actions détenues par l'Associé Unique d'une valeur totale de EUR 803.810,86 (huit cent trois mille huit cent dix Euros et quatre vingt six centimes) (l'"Apport" and les "Actions Apportées").

Avec les Actions Apportées à la Société et en sus de l'augmentation de capital détaillée dans la première résolution ci-dessus, l'Associé Unique a décidé de payer une prime d'émission, portée en compte sur un compte spécifique de prime d'émission de la Société, et de doter la réserve légale comme suit:

- 5.268,59 (cinq mille deux cent soixante huit euros et cinquante neuf centimes) en tant que poste du bilan non distribuable de réserve légale; et
- EUR 758.351,27 (sept cent cinquante huit mille trois cent cinquante et un euros et vingt sept centimes) en tant que poste du bilan librement distribuable de prime d'émission.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver et acter la souscription et la libération de la manière qui suit.

Intervention - Souscription - Paiement

L'Associé Unique a libéré les parts sociales de la manière suivante:

Associé Unique	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Montant libéré (EUR)
G.M. Georgian Manganese Holdings Limited	40.191,-	40.191	40.191,-
Total:	40.191,-	40.191	40.191,-

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par l'Associé Unique et preuve en a été apportés au notaire instrumentant qui atteste que les conditions prévues par l'Article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée («LSC»), ont été respectées.

L'Associé Unique a libéré et payé:

- Toutes les parts sociales de la Société nouvellement émises;
- Une prime d'émission globale d'un montant de EUR 758.351,27 (sept cent cinquante huit mille trois cent cinquante et un euros et vingt sept centimes); et
- La dotation de la réserve légale de la Société pour un montant de 5,268.59 (cinq mille deux cent soixante huit euros et cinquante neuf centimes),

au moyen de l'apport d'un montant total de EUR 803.810,86 (huit cent trois mille huit cent dix Euros et quatre vingt six centimes), soit l'équivalent de USD 1.048.490,89 (un million quarante huit mille quatre cent quatre vingt dix dollars des Etats-Unis d'Amérique et quatre vingt neuf cents), selon le taux de conversion de EUR: USD = 1:0.7666, tel que publié par Bloomberg le 17 avril 2013 à 10 heures 45 EST / 16 heures 45 CET.

L'Associé Unique déclara que l'Apport consiste en l'apport de un pour cent (1%) de la valeur totale respective des deux sociétés suivantes de droit géorgien, détenues, avant l'Apport, à cent pour cent (100%) par l'Associé Unique:

(iii) Vartsikhe 2005 LLC, une société à responsabilité limitée régie par le droit géorgien, ayant son siège statutaire en Géorgie, Tskaltubo, Geguti Village, immatriculée auprès du tribunal de Tskaltubo sous le numéro d'identification 221297870; and

(iv) Georgian Manganese LLC, une société à responsabilité limitée régie par le droit géorgien, ayant son siège statutaire en Géorgie, Zestafoni, 9, Sakarkhno str., immatriculée auprès du tribunal de Kutaisi sous le numéro d'identification 230085797.

Evaluation de l'Apport

La valeur de l'Apport, tel qu'évaluée par la Société, est établie à EUR 803.810,86 (huit cent trois mille huit cent dix Euros et quatre vingt six centimes).

Apport

L'Associé Unique, en sa qualité d'apporteur des Actions Apportées, expressément confirme que:

- (i) Il est le légitime et unique propriétaire des Actions Apportées;
- (ii) Les Actions Apportées sont libres de toutes charges, sûretés, nantissements, ou de tous autres droits de tierces parties;
- (iii) Les Actions Apportées ne sont pas l'objet de litiges ou de revendications de tierces parties;
- (iv) Les Actions Apportées sont librement cessibles à la Société y compris tous droits y attachés;
- (v) La cession des Actions Apportées est effective à la date du présent acte; et
- (vi) Toutes les formalités subséquentes au transfert des Actions Apportées, telles que requises par tout droit applicable, ont été ou seront respectées afin de parfaire l'Apport et le rendre opposable à l'égard de toutes tierces parties.

Preuve de l'Apport

La preuve de la valeur de l'Apport a été fournie au notaire instrumentant par un rapport d'évaluation émis par la gérance de la Société en date du 17 avril 2013 (le "Rapport d'évaluation"), dont la conclusion est la suivante:

"Sur base des documents fournis à la Société au soutien de l'Apport et considérant les conditions de marché et les autres circonstances prévalant au jour du présent rapport, la valeur de l'Apport peut raisonnablement être estimée à EUR 803.810,86 (huit cent trois mille huit cent dix Euros et quatre vingt six centimes)".

Le Rapport d'évaluation, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être soumise avec elles aux formalités de l'enregistrement..

Quatrième résolution

Par suite de l'augmentation de capital précitée, l'Associé Unique décida de modifier l'Article 6 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 6. Capital social.** Le capital émis de la Société est fixé à EUR 52.691,- EUR (cinquante deux mille six cent quatre vingt onze euros), représenté par 52.691 (cinquante deux mille six cent quatre vingt onze) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées."

Cinquième résolution

L'Associé Unique décida d'autoriser tout gérant de la Société, agissant individuellement sous sa seule signature, au nom et pour le compte de la Société, ainsi que Monsieur Daniel Boone, précité, de modifier, adapter et signer le registre des associés de la Société et d'y refléter l'augmentation de capital précitée et plus généralement d'entreprendre toutes actions utiles ou nécessaires en relation avec les présentes résolutions.

Coûts et Dépense

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges à payer par la Société en raison du présent acte est estimé à deux mille deux cents Euros (2.200.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. BOONE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 avril 2013. Relation: LAC/2013/19282. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 mai 2013.

Référence de publication: 2013057929/265.

(130071268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2013.

Planetarium Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 59.775.

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui s'est tenue en date du 3 avril 2013 a décidé:

- de renouveler les mandats de:

* Monsieur Umberto Trinaldo Togna, Président de la Direction Générale, PKB Privatbank AG, 12 rue Charles-Galland, CH-1211 Genève 12, Suisse;

* Monsieur Edio Delco, Directeur Général, PKB Privatbank AG, Via S Balestra 1, CH-6901 Lugano, Suisse;

* Monsieur Fancesco Dolfi, Directeur, PKB Privatbank AG, 12 rue Charles- Galland, CH-1211 Genève 12, Suisse;

* Monsieur Paulo Neves, Conseiller-Business Development Manager, 3b rue de la Forêt, L-5762 Hassel, Luxembourg;

* Monsieur Luca Parmeggiani, (Président du Conseil), Directeur, PKB Privatbank AG, Via S Balestra 1, CH-6901 Lugano, Suisse; et

* Monsieur Andrea Cuturi, Vice Président du Conseil d'Administration, Anthilia Capital Partners SGR S.p.A., Corso di Porta Romana, 68, I-20122 Milan, Italie.

en leur qualité d'administrateurs, pour une période d'un an prenant fin lors de l'assemblée générale de 2014.

- de nommer à la fonction de Réviseur d'Entreprises, Mazars, Luxembourg, Rue Henri M. Schnadt, 10 A L-2530 Luxembourg pour la même période d'un an se terminant lors de l'assemblée générale de 2014.

Pour PLANETARIUM FUND

SICAV

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013046351/25.

(130056323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Clausen Development S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 80.127.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 2 mai 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale,

sur la requête en clôture de la liquidation de la société Clausen Development S.A., dont le siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, a été dénoncé en date du 14 janvier 2008, a jugé que:

" ...

Vu l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999 et l'article 536 du Code de commerce.

attendu que l'actif de la société est insuffisant pour couvrir même les frais d'administration et de liquidation;

qu'il y a partant lieu de clôturer pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de ladite société.

Par ces motifs:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions,

déclare closes pour insuffisance d'actifs les opérations de liquidation de la société anonyme Clausen Development S.A.

..."

Pour extrait conforme

Nicolas RONZEL

Le liquidateur

Référence de publication: 2013065287/24.

(130080455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

H&A Lux Assekura, Fonds Commun de Placement.**Auflösung**

Gemäß Beschluss des Vorstandes der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. wurde das Sondervermögen am 21. Dezember 2012 aufgelöst. Das Liquidationsverfahren wurde vollständig abgeschlossen. Alle Gelder konnten ausbezahlt werden. Eine Hinterlegung bei der Caisse de Consignation war daher nicht notwendig.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxemburg, im Mai 2013.

Für den Vorstand der Verwaltungsgesellschaft .

Référence de publication: 2013067409/1346/10.

Atena Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 165.132.

Groupe Corneille Centre Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 133.101.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille treize, le treize mai.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

(1) ATENA INVEST, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès de Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165132, dont le siège a été transféré vers le Grand-Duché de Luxembourg en date du 6 décembre 2011 suivant un acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 131 du 17 janvier 2012,

ci-après désignée la «Société Absorbante»,

représentée par Madame Ekaterina DUBET, juriste, demeurant professionnellement à Junglinster, agissant en tant que mandataire de la Société Absorbante en vertu des résolutions du gérant unique prises en date du 13 mai 2013, dont un extrait signé «ne varietur» restera annexé au présent acte.

(2) GROUPE CORNEILLE CENTRE SARL, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès de Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133101, dont le siège a été transféré vers le Grand-Duché de Luxembourg en date du 11 octobre 2007 suivant un acte de Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2760 du 29 novembre 2007,

ci-après désignée la «Société Absorbée», et collectivement avec la Société Absorbante les «Sociétés Fusionnantes», représentée par Madame Ekaterina DUBET, juriste, demeurant professionnellement à Junglinster, agissant en tant que mandataire de la Société Absorbée en vertu des résolutions du gérant unique prises en date du 13 mai 2013, dont un extrait signé «ne varietur» restera annexé au présent acte.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter le projet commun de fusion suivant (le «Projet Commun de Fusion») comme suit:

ATENA INVEST

La Société Absorbante existe sous le nom «ATENA INVEST», revêt la forme d'une société à responsabilité limitée et est immatriculée auprès de Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 165132. Son siège social est établi au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le capital social souscrit de la Société Absorbante est fixé à soixante-seize mille euros (EUR 76.000,-) représenté par trois mille quarante (3.040) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes entièrement libérées.

GROUPE CORNEILLE CENTRE SARL

La Société Absorbée existe sous le nom «GROUPE CORNEILLE CENTRE SARL», revêt la forme d'une société à responsabilité limitée et est immatriculée auprès de Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 133101. Son siège social est établi au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le capital social souscrit de la Société Absorbée est fixé à quinze mille cinq cents euros (EUR 15.500,-) représenté par six cent vingt (620) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes entièrement libérées.

Fusion

La société à responsabilité limitée ATENA INVEST (encore appelée la «Société Absorbante») entend fusionner, conformément aux articles 257 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, avec la société à responsabilité limitée GROUPE CORNEILLE CENTRE SARL (encore appelée la «Société Absorbée») laquelle fera apport de tous ses actifs et passifs à la Société Absorbante.

Il est précisé que les associés de chacune des sociétés participant à la fusion ont renoncé au rapport d'experts dans le but de s'exprimer sur le bien-fondé et la pertinence de l'opération de fusion, conformément à l'article 266 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Il est précisé en outre que la Société Absorbée n'a pas de travailleurs salariés.

Rapport d'échange - Modalités d'attribution des parts sociales

Conformément aux articles 257 et suivants de la Loi Luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, la Société Absorbée fera apport de tous ses actifs et passifs à la Société Absorbante, laquelle elle détient actuellement à hauteur de 100%. Comme il s'agit d'une fusion par absorption d'une société qui détient l'intégralité du capital de la Société Absorbante, nous ne sommes pas en présence d'un véritable et pure rapport d'échange, étant donné qu'il s'agira d'une simple attribution à l'associé unique de la Société Absorbée de la totalité des parts que cette dernière détient dans la Société Absorbante.

En échange de cet apport, la Société Absorbante augmentera son capital, qui est à l'heure actuelle de soixante-seize mille euros (EUR 76.000,-) représenté par trois mille quarante (3.040) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune. L'augmentation de capital, laquelle bénéficiera à l'associé unique de la Société Absorbée, s'élèvera à quinze mille cinq cents euros (EUR 15.500,-) et correspondra à la création de six cent vingt (620) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune. Les six cent vingt (620) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, émises lors de la dite augmentation de capital, auront les mêmes droits et avantages que les trois mille quarante (3.040) parts sociales existantes et donneront droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à partir de l'exercice 2013.

Cependant, la Société Absorbée étant propriétaire de trois mille quarante (3.040) parts sociales de la Société Absorbante, la Société Absorbante, suite et par effet de l'opération de fusion, détiendra trois mille quarante (3.040) parts sociales propres représentant 83,06 % de son propre capital social, lesquelles seront annulées conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée. Il sera donc procédé, lors de l'assemblée générale de l'associé unique de la Société Absorbante qui sera appelée à statuer sur l'opération de fusion, à une réduction du capital de la Société Absorbante d'un montant de soixante-seize mille euros (EUR 76.000,-) moyennant l'annulation des trois mille quarante (3.040) parts sociales propres.

Effet de la fusion et imputation des opérations dans le bilan de la société absorbante

Tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme transférés à la Société Absorbante avec effet au 31 décembre 2012 et tous les bénéfices faits et toutes les pertes encourues par la Société Absorbée après cette date seront réputés du point de vue comptable, comme faits et encourues au nom et pour compte de la Société Absorbante.

Traitement éventuellement réservé à des catégories particulières des associés

Il n'y a pas de catégories d'associés ayant un traitement particulier ou privilégié ni dans la Société Absorbante ni dans la Société Absorbée.

Avantages particuliers en faveur des gérants

Il n'y a pas de bénéfices ou d'avantages particuliers prévus en faveur des gérants des sociétés participant à la fusion.

Avantages particuliers en faveur des experts

Dans la mesure où il n'est pas nécessaire, aux fins de la fusion en objet, d'établir le rapport des experts visé à l'article 266 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, il n'y a pas d'avantages proposés en faveur d'experts.

Consultation de la documentation

Tout associé de la Société Absorbante et tout associé de la Société Absorbée a le droit, pendant un mois à compter de la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) et b) de la loi sur les sociétés commerciales et ils peuvent en obtenir une copie sans frais et sur simple demande.

Formalités - Impôts

En ce qui concerne les formalités, la Société Absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée remettra à la Société Absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après. Tous les frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la Société Absorbante. La Société Absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Approbation de la fusion

Les assemblées générales extraordinaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, qui auront à approuver le projet de fusion, auront lieu immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du Projet Commun de Fusion et de tous les actes, documents, et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à l'article 271 paragraphe 2 de la Loi de 1915.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société Absorbante en raison du présent acte sont évalués à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire soussigné par nom, prénom, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ekaterina DUBET, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 mai 2013. Relation GRE/2013/2039. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 22 mai 2013.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2013065942/130.

(130081373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Atacama, Fonds Commun de Placement.

Hiermit werden die Anleger darüber informiert, dass die Investmentfonds ATACAMA - Constant Volatility Europe (WKN AoQ4LX, ISIN LU0371326918) mit Wirkung zum 20. August 2009 liquidiert wurde.

Der Liquidationserlös wurde mit Liquidationsabschluss ausgezahlt. Alle Anteilinhaber wurden erreicht, somit erfolgte keine Zahlung an die Caisse de Consignation.

Die Auflösung des Fonds erfolgte zum 20. August 2009. Die Liquidation ist somit abgeschlossen und der Bericht des Wirtschaftsprüfers kann kostenlos bei der Verwaltungsgesellschaft eingesehen werden.

Luxembourg, im Mai 2013.

Wallberg Invest S.A.

Référence de publication: 2013067408/755/11.

Warburg Life Assekuranz, Fonds Commun de Placement.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A., die Verwaltungsgesellschaft des Warburg Life Assekuranz teilt mit, dass für den oben genannten Fonds, welcher zum 28. Dezember 2009 aufgelöst wurde, das Liquidationsverfahren abgeschlossen ist. Der Liquidationserlös wurde vollständig an die berechtigten Anteilinhaber ausbezahlt. Demzufolge war ein Übertrag von Geldern an die Caisse de Consignation nicht erforderlich.

Die rechtliche Hülle des Fonds ist geschlossen.

Luxembourg, im Mai 2013.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013067410/10.

Atena Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 165.132.

L'an deux mille treize, le treize mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

GRUPE CORNEILLE CENTRE SARL, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133101,

ici représentée par Madame Ekaterina DUBLET, juriste, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle partie comparante a, par son mandataire, requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée «ATENA INVEST», avec siège social au 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 165132, a été constituée en France et a acquis la nationalité luxembourgeoise suivant acte de transfert de siège social vers le Grand-Duché de Luxembourg reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 131 du 17 janvier 2012,

- Que le capital social est fixé à soixante-seize mille euros (76.000,-EUR), représenté par soixante-seize (76) parts sociales de mille euros (1.000,-EUR) chacune.

- Que la partie comparante est la seule et unique associée de ladite société et qu'elle s'est réunie en assemblée générale extraordinaire et a pris la résolution suivante:

Unique résolution

L'associée unique décide de modifier la valeur nominale par part sociale laquelle sera désormais fixée à vingt-cinq euros (EUR 25,-), de manière que le capital souscrit soit représenté par trois mille quarante (3.040) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, et en conséquence modifie l'article six des statuts comme suit:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à soixante-seize mille euros (76.000,- EUR), représenté par trois mille quarante (3.040) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacun, entièrement libérées."

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de huit cents euros (EUR 800,-). Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, le prédit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Ekaterina DUBLET, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 mai 2013. Relation GRE/2013/2038. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 22 mai 2013.

Référence de publication: 2013065218/44.

(130080609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

M&W FondsConcept, Fonds Commun de Placement.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A., die Verwaltungsgesellschaft des M&W FondsConcept teilt mit, dass für den oben genannten Fonds, welcher zum 30. Oktober 2009 aufgelöst wurde, das Liquidationsverfahren abgeschlossen ist. Der Liquidationserlös wurde vollständig an die berechtigten Anteilhaber ausbezahlt. Demzufolge war ein Übertrag von Geldern an die Caisse de Consignation nicht erforderlich.

Die rechtliche Hülle des Fonds ist geschlossen.

Luxemburg, im Mai 2013.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013067411/10.

Wallberg Dividenden, Fonds Commun de Placement.

Hiermit werden die Anleger darüber informiert, dass der Investmentfonds Wallberg Dividenden - Strategie Global (Anteilkategorie P: WKN AoM84W, ISIN LU0334926002) mit Wirkung zum 27. April 2009 aufgelöst wurde.

Die Anteilklasse I: WKN AoM84X, ISIN LU0334926267 wurde zum 29. Mai 2009 liquidiert.

Die Liquidationserlöse wurden jeweils mit Liquidationsabschluss ausgezahlt. Alle Anteilhaber wurden erreicht, somit erfolgte keine Zahlung an die Caisse de Consignation.

Die Auflösung des Fonds erfolgte zum 29. Mai 2009. Die Liquidation ist somit abgeschlossen und der Bericht des Wirtschaftsprüfers kann kostenlos bei der Verwaltungsgesellschaft eingesehen werden.

Luxemburg, im Mai 2013.

Wallberg Invest S.A.

Référence de publication: 2013067412/755/12.

EraMondi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 79.228,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 11, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 170.020.

L'an deux mille treize, le vingt-neuf avril.

Par devant Nous, Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée de droit français EraMondi invest SARL, ayant son siège social au 162, rue de la Caducée, Parc Euromédecine, 34790 Grabels, France, avec un capital social de trois millions neuf cent soixante et un mille quatre cents euros (EUR 3.961.400,-) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 495.131.484 (ci-après l'«Associé Unique» ou la «Société Absorbée»),

ici représentée par Mathieu Laurent, demeurant à Luxembourg, sur base d'une procuration sous seing privé, datée du 25 avril 2013.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté par le mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. L'Associé Unique est l'associé unique de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois EraMondi S.à r.l., ayant son siège social au 11, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros

(EUR 12.500,-) et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.020, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 juillet 2012, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 1982 du 9 août 2012 (ci-après la «Société» ou la «Société Absorbante»).

II. Le capital social de la Société est fixé à douze-mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze-mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

III. La Société a adopté un projet de fusion (le "Projet de Fusion"), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3113 en date du le 31 décembre 2012, soit plus d'un mois avant les présentes résolutions, selon lequel la Société doit absorber son Associé Unique (la «Fusion»).

IV. Suivant l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Absorbée tenue en date du 29 mars 2013, la Société Absorbée a approuvée purement et simplement le Projet de Fusion et reconnu que la Fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants, à compter de ce jour:

a. La transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante, qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

b. La Société Absorbée cesse d'exister;

c. L'annulation des parts sociales de la Société Absorbée; et

d. Toutes autres conséquences énumérées au Projet de Fusion.

V. En conformité avec l'article 271 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), une copie de l'attestation de conformité prévue par l'article L. 236-29 du Code de commerce français, selon laquelle le greffe du Tribunal de Commerce de Montpellier a certifié que toutes les formalités devant être accomplies par la Société Absorbée en vertu de la loi française en vue de la réalisation de la Fusion ont été accomplies a été présentée au notaire instrumentant (l'«Attestation de Conformité»).

L'Attestation de Conformité restera attachée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire de l'Associé Unique pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

VI. Après délibération, l'Associé Unique adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique prend note et ratifie l'accomplissement des conditions préliminaires à la Fusion suivantes:

a) Les organes de gestion de la Société Absorbante et de la Société Absorbée ont adopté le Projet de Fusion en date du 18 décembre 2012 et publié conformément à l'article 262 la Loi, au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3113 en date du le 31 décembre 2012.

b) La Société Absorbante a, en vertu d'une assemblée générale tenue en date du 17 décembre 2012, renoncée (i) conformément à l'article 266 (5) de la Loi, à l'examen du Projet de Fusion par un expert indépendant ainsi qu'à l'établissement d'un rapport écrit sur ledit Projet de Fusion par un expert indépendant et (ii) conformément à l'article 265 (3) de la Loi, à l'établissement d'un rapport écrit par son conseil de gérance ayant pour but d'expliquer et de justifier d'un point de vue juridique et économique le Projet de Fusion et en particulier le rapport d'échange des parts.

c) La Société Absorbée a en vertu d'une décision unique des associés tenue en date du 18 décembre, 2012, renoncée (i) à l'examen du Projet de Fusion par un expert indépendant ainsi qu'à l'établissement d'un rapport écrit sur ledit Projet de Fusion par un expert indépendant et (ii) à l'établissement d'un rapport écrit par son conseil de gérance ayant pour but d'expliquer et de justifier d'un point de vue juridique et économique le Projet de Fusion et en particulier le rapport d'échange des parts.

d) Les documents prévus à l'article 267 de la Loi ont été déposés au siège de la Société Absorbée et au siège de la Société Absorbante un mois au moins précédant la date de la présente assemblée.

Deuxième résolution

L'Associé Unique approuve le Projet de Fusion et la Fusion y décrites, aux termes duquel la Société Absorbante fusionne par voie d'absorption avec la Société Absorbée, laquelle apporte à la Société Absorbante tous son actif et tout son passif, sans restriction ni limitation.

Troisième résolution

L'Associé Unique prend note du caractère définitif de la Fusion et reconnaît que la Fusion entraîne de plein droit et simultanément, à compter de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, les effets suivants, conformément aux dispositions de l'article 273 de la Loi:

a) la transmission universelle, tant entre la Sociétés Absorbée et la Société Absorbante, qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Sociétés Absorbée;

b) la Société Absorbée cesse d'exister;

c) l'annulation des parts sociales de la Société Absorbée;

d) toutes autres conséquences énumérées dans le Projet de Fusion.

Certificat de réalisation définitive de la fusion

Le notaire instrumentaire certifie que:

a) la Fusion a été régulièrement réalisée en conformité des lois et des règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg; et

b) que toutes les formalités, dépôts ou publications y relatives ont été régulièrement accomplies.

La Fusion produira ses effets entre la Société Absorbée et la Société Absorbante et vis-à-vis des tiers avec la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du présent acte, conformément à l'article 273 ter (1) de la Loi.

Quatrième résolution

Conformément à ce qui est prévu par le Projet de Fusion, il résulte du rapport d'échange que les associés de la Société Absorbée recevront en échange des trois cent quatre-vingt-seize mille cent quarante (396.140) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) composant le capital social de la Société Absorbée (les «Parts Sociales de la Société Absorbée»), un total de soixante-dix-neuf mille deux cent vingt-huit (79.228) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) émises par la Société, de sorte que l'Associé Unique décide de procéder à l'augmentation du capital social de la Société Absorbante à concurrence d'un montant de soixante-dix-neuf mille deux cent vingt-huit euros (EUR 79.228,-) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un montant de quatre-vingt-onze mille sept cent vingt-huit euros (91.728,- EUR) par l'émission de soixante-dix-neuf mille deux cent vingt-huit (79.228) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune qui sont allouées comme suit:

Trente-neuf mille six cent six (39.606) parts sociales à Monsieur Jean-François FLOCH,

né le 22 février 1959 à Dakar, Sénégal, avec adresse professionnelle à 10, rue Gabriel Péri, F- 34200 Sète, France;

Trente-neuf mille six cent seize (39.616) parts sociales à Madame Dominique JOUBERT,

née le 12 avril 1951 à Rennes, France demeurant à 10, rue Gabriel Péri, 34 200 Sète, France;

Deux (2) parts sociales à Madame Claire BRESSION-DONVAL,

née le 29 Avril 1974 à Rennes, France, demeurant à 396 Tianmushan Lu, Bât 12 - Entrée 2 -Appart 1302, 310013 Hangzhou, Chine;

Deux (2) parts sociales à Monsieur Guillaume BRESSION,

né le 31 octobre 1980 à Paris, demeurant à BELLE FACE TOWER, 4-16-14, Shibaura Minato-Ku, 108-0023 Tokyo, Japon; et

Deux (2) parts sociales à Monsieur Antoine FLOCH,

né le 17 décembre 1988 à Paris, France, demeurant à 8, Boulevard de Clichy, 75 Paris, France.

L'Associé Unique explique qu'il résulte du rapport d'échange tel que prévu par le Projet de Fusion, que Madame Dominique Joubert, Monsieur Jean-François FLOCH, Madame Claire BRESSION-DONVAL, Monsieur Guillaume BRESSION et Monsieur Antoine FLOCH ont chacun, en outre des parts sociales qui leur ont été allouées chacun, droit aux rompus suivants, correspondants à deux (2) parts sociales:

Quatre (4) rompus pour Madame Dominique JOUBERT;

Trois (3) rompus pour Monsieur Jean-François FLOCH;

Un (1) rompu pour Madame Claire BRESSION-DONVAL;

Un (1) rompu pour Monsieur Guillaume BRESSION; et

Un (1) rompu pour Monsieur Antoine FLOCH (ensemble les «Rompus»).

L'Associé Unique explique encore que les Rompus ont été cédés et attribués à Madame Dominique JOUBERT, moyennant paiement de:

Trente euros (EUR 30,-) à Monsieur Jean-François FLOCH;

Dix euros (EUR 10,-) à Madame Claire BRESSION-DONVAL;

Dix euros (EUR 10,-) à Monsieur Guillaume BRESSION; et

Dix euros (EUR 10,-) à Monsieur Antoine FLOCH.

Monsieur Jean-François FLOCH, Madame Claire BRESSION-DONVAL,

Monsieur Guillaume BRESSION et Monsieur Antoine FLOCH reconnaissent avoir reçu paiement de ces sommes.

Souscription

Intervient alors le mandataire, Mathieu Laurent prénommé, agissant en sa qualité de mandataire de Monsieur Jean-François FLOCH, Madame Dominique JOUBERT, Madame Claire BRESSION-DONVAL, Monsieur Guillaume BRESSION et de Monsieur Antoine FLOCH, en vertu des procurations datées du 25 avril 2013, qui après avoir été signées ne varietur par le mandataire ainsi que par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent procès-verbal pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le mandataire déclare souscrire:

Au nom et pour le compte de Monsieur Jean-François FLOCH à trente-neuf mille six cent six (39.606) parts sociales;

Au nom et pour le compte de Madame Dominique JOUBERT à trente-neuf mille six cent seize (39.616) parts sociales;

Au nom et pour le compte de Madame Claire BRESSION-DONVAL à deux (2) parts sociales;

Au nom et pour le compte de Monsieur Guillaume BRESSION à deux (2) parts sociales; et

Au nom et pour le compte de Monsieur Antoine FLOCH à deux (2) parts sociales. Conformément au rapport d'évaluation émis par le conseil de gérance de la Société, le 25 avril 2013 (le «Rapport d'Évaluation»), la valeur totale des Parts Sociales de la Société Absorbée acquises par la Société en vertu de la Fusion s'élève à trois millions sept cent soixante et un mille huit cent cinquante-huit euros (EUR 3.761.858,-).

Le Rapport d'Évaluation, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera attaché au présent procès-verbal, ensemble avec les procurations pour être soumis avec lui à l'enregistrement.

Les associés décident que le montant de trois millions six-cent quatre-vingt-deux mille six cent trente euros (EUR 3.682.630,-) euros correspondant à la différence entre la valeur de l'apport estimée à trois millions sept cent soixante et un mille huit cent cinquante-huit euros (EUR 3.761.858,-) et la valeur de l'augmentation de capital dont question ci-dessus, à savoir soixante-dix-neuf mille deux cent vingt-huit euros (EUR 79.228,-), sera porté dans un compte «prime de fusion».

Cinquième résolution

Conformément à ce qui était prévu par le Projet de Fusion, la Société détient maintenant douze-mille cinq cents (12.500) de ses propres parts sociales.

Les associés décident d'annuler avec effet à partir de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, les douze-mille cinq cents (12.500) parts sociales auto-détenues et de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de douze-mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) en vue de le porter de son montant actuel de quatre-vingt-onze mille sept cent vingt-huit euros (EUR 91.728,-) au montant de soixante-dix-neuf mille deux cent vingt-huit euros (EUR 79.228,-).

Sixième résolution

Dans le prolongement des résolutions qui précèdent, les associés décident de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société (les «Statuts») afin de lui donner le contenu suivant:

« **Art. 6. Parts sociales.** Le capital social de la Société s'élève à soixante-dix-neuf mille deux cent vingt-huit Euros (EUR 79.228,-) représenté par soixante-dix-neuf mille deux cent vingt-huit (79.228) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.»

Septième résolution

Les associés décident d'étendre l'objet social de la Société et partant de modifier l'article 3 des Statuts afin de lui donner la forme suivante:

« **Art. 3. Objet social.** La Société a pour objet l'activité de marchand d'art, l'acquisition, la vente et l'investissement dans l'art, le commerce d'antiquités, de meubles et d'objets de décoration, ainsi que la création, l'exploitation ou la participation à une ou plusieurs galeries d'art, la création, l'exploitation ou la participation à un ou plusieurs ateliers d'artistes et plus généralement l'exercice de toute activité liée à l'art.

La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise quelle que soit sa forme, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute sorte et de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et mettre en valeur ces titres et droits de propriété intellectuelle. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou faisant partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou entités affiliées) ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique (pour autant que prohibé par les lois applicables). Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances.

La Société peut réaliser toute prestation de services auprès des sociétés faisant partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, notamment, toute prestation de stratégie et de gestion financière, de gestion de trésorerie, ou de direction de politique scientifique, et toute prestation administrative (comptabilité, ressources humaines, gestion de site et équipement, achats, informatiques, et secrétariat).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.»

Huitième résolution

Les associés décident de nommer les gérants suivants, pour une durée indéterminée:

- Mme Dominique JOUBERT, née le 12 avril 1951 à Rennes, France demeurant à 10, rue Gabriel Péri, 34 200 Sète, France; et
- M. François Fabre, né le 1 juin, 1980 à Toulouse, France, demeurant à 15, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg.

Neuvième résolution

Les associés décident de donner mandat à tout gérant de la Société, ainsi qu'à tout avocat de l'Etude Luther, établie à Aerogolf Center, 1B, Heienhaff, Senningerberg L-1736, Luxembourg, avec pouvoir individuel et faculté de substitution, de négocier et de signer au nom et pour le compte de la Société tous documents, procurations, procès-verbaux et tous actes nécessaires ou utiles à l'effet de la réalisation des points mentionnés à l'ordre du jour de la présente assemblée et d'adapter le registre des titres à la suite de la présente assemblée générale de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée

Estimation des frais

Le montant des dépenses en relation avec le présent acte est approximativement estimé à EUR 4.000,- (quatre mille euros).

Dont acte, fait et passé et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, ledit mandataire connu du notaire par son nom, prénoms, état et demeure, il a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: M. LAURENT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 30 avril 2013. Relation: LAC/2013/20100. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2013065345/210.

(130080793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Alceda Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 123.356.

*Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen
Generalversammlung der Aktionäre vom 8. Mai 2013*

Die Generalversammlung hat beschlossen PricewaterhouseCoopers, réviseur d'entreprises agréé, mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, RCSL B 65.477 für ein weiteres Jahr, bis zur jährlichen ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014, zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013065871/13.

(130081897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Holcim US Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 21, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 112.468.

EXTRAIT

Il résulte du Procès Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 22 février 2013 que:

- Ernst & Young S.A., ayant son siège social au 7, Parc d'activité Syrdall, L-2017 Luxembourg

Est élu Réviseur d'Entreprises Agréé pour une durée d'une année, son mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

Par ailleurs, la nouvelle adresse de Monsieur Alain Rukavina, Gérant de la société est : 9 rue Pierre d'Aspelt, L- 1142 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Référence de publication: 2013046140/16.

(130056161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Wallberg - Portfolio, Fonds Commun de Placement.

Hiermit werden die Anleger darüber informiert, dass die Investmentfonds Wallberg Portfolio 1 (WKN A0M6FB, ISIN LU0328170252), Wallberg Portfolio 2 (WKN A0M6FC, ISIN LU0328170765) und Wallberg Portfolio 3 (WKN A0M6FD, ISIN LU0328171227) jeweils mit Wirkung zum 10. Februar 2009 liquidiert wurden.

Die Liquidationserlöse wurden jeweils mit Liquidationsabschluss ausgezahlt. Alle Anteilhaber wurden erreicht, somit erfolgte keine Zahlung an die Caisse de Consignation.

Die Auflösung der Fonds erfolgte jeweils zum 10. Februar 2009. Die Liquidationen sind somit abgeschlossen und der Bericht des Wirtschaftsprüfers kann kostenlos bei der Verwaltungsgesellschaft eingesehen werden.

Luxembourg, im Mai 2013.

Wallberg Invest S.A.

Référence de publication: 2013067413/755/12.

Aviva Investors, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 32.640.

Le présent avis est important et requiert votre attention immédiate. Si vous avez un quelconque doute sur son contenu, veuillez consulter votre courtier, banquier, avocat, comptable ou autre conseiller financier.

Le présent avis vous est adressé en votre qualité d'actionnaire d'Aviva Investors - EUR Reserve Fund et d'Aviva Investors - GBP Reserve Fund (les «Compartiments»).

Le conseil d'administration (le «Conseil») de la Société a noté une diminution de la valeur nette d'inventaire des Compartiments en deçà d'un montant établi par le Conseil comme le niveau minimum pour permettre la gestion efficace des portefeuilles des Compartiments.

Par conséquent, le Conseil a résolu de liquider les Compartiments à compter du 28 juin 2013 (la «Date de liquidation»).

Par conséquent, aucune nouvelle souscription ne sera permise dans les Compartiments à compter de la date du présent avis.

Vous pouvez demander le rachat de vos actions des Compartiments ou leur conversion en actions d'un autre compartiment de la Société (sous réserve des conditions fixées dans le prospectus de la Société) avant la Date de liquidation. Nous vous prions de noter que la valeur nette d'inventaire tiendra compte des frais de réalisation estimés et de tout autre coût de liquidation à compter de la date du présent avis.

Aviva Investors Global Services Limited, en sa qualité de gestionnaire d'investissement des Compartiments, réalisera les actifs des Compartiments dans le meilleur intérêt des actionnaires. Vous recevrez, dans les meilleurs délais après la Date de liquidation, le produit net de cette réalisation à hauteur des actions que vous détenez dans les Compartiments, sur la base du prix de réalisation effectif des investissements et des autres frais de liquidation. Après la clôture de la liquidation, les produits de la liquidation qui ne pourraient être distribués aux actionnaires seront déposés pour leur compte auprès de la Caisse de Consignation du Luxembourg.

En cas de question concernant l'objet du présent avis, vous pouvez contacter RBC Investors Services Bank S.A. au numéro suivant : +352 2605 9328.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

William Gilson

Administrateur

Pour le compte du Conseil d'administration

Référence de publication: 2013067407/755/32.

G & P Technologies S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 103.722.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 2 mai 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale,

sur la requête en clôture de la liquidation de la société G & P Technologies S.A., dont le siège social à L - 1818 Howald, 4, rue des Joncs (Gebäude 11), a été dénoncé en date du 1^{er} novembre 2007, a jugé que:

" ...

Vu l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999 et l'article 536 du Code de commerce.

attendu que l'actif de la société est insuffisant pour couvrir même les frais d'administration et de liquidation;

qu'il y a partant lieu de clôturer pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de ladite société.

Par ces motifs:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour insuffisance d'actifs les opérations de liquidation de la société anonyme G & P Technologies S.A. ..."

Pour extrait conforme

Nicolas RONZEL

Le liquidateur

Référence de publication: 2013065390/24.

(130080456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Pyrotex GB 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 164.767.

L'an deux mille treize, le quatorze mai.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Pyrotex GB 1 S.A., société anonyme, avec siège social à L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy, constituée suivant acte notarié en date du 3 novembre 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations n°2237 du 16 novembre 2009.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 7 novembre 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations n° 323 du 7 février 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Fallon Lamoureux, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Magali Witwicki, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Toutes les TRENTE QUATRE MILLE TROIS CENTS (34.300) actions représentant l'entière du capital social étant représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Réduction du capital de la Société d'un montant de un million huit cent mille euros (EUR 1.800.000) afin de le porter de son montant actuel de trois millions quatre cent trente mille euros (EUR 3.430.000) à un montant de un million six cent trente mille euros (EUR 1.630.000) par annulation de dix-huit mille (18.000) actions et par remboursement aux actionnaires.

2. Modification de l'article 5 des statuts de la Société.

3. Divers.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la société à concurrence de UN MILLION HUIT CENT MILLE EUROS (EUR 1.800.000,-) en vue de ramener le capital social souscrit de son montant actuel de TROIS MILLIONS QUATRE CENT TRENTE MILLE EUROS (EUR 3.430.000,-) à celui de UN MILLION SIX CENT TRENTE MILLE EUROS (EUR 1.630.000,-) par remboursement du montant à due concurrence aux actionnaires existants au prorata de leur participation actuelle dans le capital social de la Société.

En relation avec cette réduction de capital, l'assemblée décide d'annuler DIX-HUIT MILLE (18.000) actions ayant une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune, correspondant audit montant réduit d'UN MILLION HUIT CENT MILLE EUROS (EUR 1.800.000,-).

L'assemblée note par ailleurs que cette réduction se fait conformément aux dispositions de l'article 69 alinéa 2 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'Article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à un million six cent trente mille Euros (EUR 1.630.000,-) représenté par seize mille trois cents (16.300) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 1.400,-

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. LAMOUREUX, M. WITWICKI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mai 2013. Relation: LAC/2013/22327. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Référence de publication: 2013065634/64.

(130081048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Karis S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 55.196.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 2 mai 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale,

sur la requête en clôture de la liquidation de la société KARIS S.A., dont le siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, a été dénoncé en date du 1^{er} décembre 2007, a jugé que:

" ...

Vu l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999 et l'article 536 du Code de commerce.

attendu que l'actif de la société est insuffisant pour couvrir même les frais d'administration et de liquidation; qu'il y a partant lieu de clôturer pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de ladite société.

Par ces motifs:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour insuffisance d'actifs les opérations de liquidation de la société anonyme KARIS S.A.

..."

Pour extrait conforme

Nicolas RONZEL

Le liquidateur

Référence de publication: 2013065483/24.

(130080458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Riviera Shipping S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 89.772.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 2 mai 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale,

sur la requête en clôture de la liquidation de la société Riviera Shipping S.A., dont le siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, a été dénoncé en date du 1^{er} décembre 2007, a jugé que:

" ...

Vu l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999 et l'article 536 du Code de commerce.

attendu que l'actif de la société est insuffisant pour couvrir même les frais d'administration et de liquidation; qu'il y a partant lieu de clôturer pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de ladite société.

Par ces motifs:

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions,

déclare closes pour insuffisance d'actifs les opérations de liquidation de la société anonyme Riviera Shipping S.A.

..."

Pour extrait conforme

Nicolas RONZEL

Le liquidateur

Référence de publication: 2013065675/24.

(130080457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

Xenos, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.698.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 mai 2013, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2013, LAC/2013/22319

Qu'a été prononcée la clôture de la liquidation de la société d'investissement à capital variable «XENOS», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 25 mars 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 278 du 24 avril 1998, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 26 mars 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 406 du 16 avril 2004.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 avril 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1264 du 22 mai 2012.

Les livres et documents sociaux de la société resteront archivés pour une période d'au moins dix ans à la Banque de Luxembourg, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Référence de publication: 2013065792/23.

(130080952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

**Polaris S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. Chi-Square S.C.A., SICAV-FIS).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.951.

—
In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of February

Before us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of CHI-SQUARE S.C.A., SICAV-FIS, a corporate partnership limited by shares qualifying as a société d'investissement à capital variable governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 16, boulevard Royal L-2249 Luxembourg, (the "Company"), incorporated on 11 August 2010 pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt and published in the Mémorial C on the date 23 August 2010, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 154951.

The meeting is opened at 10,45 a.m. and Mr Sante Jannoni, residing professionally in Luxembourg, is elected chairman of the meeting.

Mr. Filippo Comparetto, residing professionally in Luxembourg, is appointed scrutineer.

The chairman and the scrutineer agreed that Mrs Claire-Ingrid Berge, residing professionally in Luxembourg, is appointed to assume the role of secretary.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

- To amend article 1 of the Articles of Association in order to change the name of the Company into "Polaris S.C.A., SICAV-FIS" and to replace all references to the "Chi-Square S.C.A., SICAV-FIS" by new references to "Polaris S.C.A., SICAV-FIS" in the Articles of Association;

- To amend article 4 of the Articles of Association in order to provide the possibility for the Company (i) to grant any guarantee to secure any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities; and (ii) to borrow money in any form or obtain any form of credit or lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities;

- To amend article 6 of the Articles of Association in order to reflect the change of name of the general partner of the Company into "Polaris S.à r.l." and to replace all references to the "Chi-Square S.à r.l." by new references to "Polaris S.à r.l." in the Articles of Association;

- To amend article 8 of the Articles of Association in order to state that the possibility for the investors to request for share certificates is subject to the terms and conditions of the Prospectus of the Fund as regards share certificates;

- To amend articles 10 and 13 of the Articles of Association in order to precise that the net asset value per Share may be rounded up or down to the nearest currency decimal and that the Net Asset Value will be calculated based on the stock exchange's closing prices and the last NAV of the shares or units in open-ended investment funds;

- To amend article 17 of the Articles of Association in order to specify the conditions under which the General Partner may be removed;

- To amend article 19 of the Articles of Association in order to allow the Company to invest all or part of the assets of any of its sub-funds into shares of any other sub-fund of the Company in compliance with the provisions of the Law of 13 February 2007 as amended by the Law of 26 March 2012;

- To amend article 22 of the Articles of Association in order to (i) specify that the shareholders will be convened to general meetings via registered mail at least eight (8) days before the date of any general meeting of shareholders, instead of fifteen (15) days, (ii) remove the obligation to publish the convening notice in the newspaper "Luxemburger Wort" and in any other newspaper(s) that the General Partner may determine, and (iii) provide that if all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting;

- To amend article 23 of the Articles of Association in order to precise that, in the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or class of Shares has decreased to or has not reached an amount considered by the General Partner as the minimum level for such Sub-Fund or class of Shares to be operated in an economically efficient manner, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares issued in such Sub-Fund or class of Shares at their NAV (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect, and to precise that the Fund shall send a notice to the Shareholders concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption and may publish it in any newspaper that the General Partner may be appropriate.

- To replace all references to the "Board of Directors" by new references to "General Partner" in the Articles of Association;

- To make certain other minor amendments to various articles for consistency, language or formal purposes;

- To completely restate the Articles of Association of the Company with effect as of the date that will be resolved by the extraordinary general meeting of shareholders in order to reflect the various amendments adopted by the extraordinary general meeting of shareholders and resolve that the only version of the Articles of Association will be the English version;

- To resolve that the decisions of the extraordinary general meeting of shareholders in connection with the above shall become effective on the date of the extraordinary general meeting of shareholders;

- Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iv) According to the attendance list, out of 2,872.423 shares with no nominal value, representing the whole corporate capital issued by the Company, all shares were represented at the present meeting.

(v) That the shareholders, representing the whole corporate capital issued by the Company, consider themselves as having been duly informed of the agenda of the Extraordinary General Meeting and as having been duly convened.

- (vi) The present meeting is thus regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.
(vii) That the shareholders have taken the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend article 1 of the Articles of Association in order to change the name of the Company into "Polaris S.C.A., SICAV-FIS" and to replace all references to the "Chi-Square S.C.A., SICAV-FIS" by new references to "Polaris S.C.A., SICAV-FIS" in the Articles of Association.

Second resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend article 4 of the Articles of Association in order to provide the possibility for the Company (i) to grant any guarantee to secure any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities; and (ii) to borrow money in any form or obtain any form of credit or lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities.

Third resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend article 6 of the Articles of Association in order to reflect the change of name of the general partner of the Company into "Polaris S.à r.l." and to replace all references to the "Chi-Square S.à r.l." by new references to "Polaris S.à r.l." in the Articles of Association

Fourth resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend article 8 of the Articles of Association in order to state that the possibility for the investors to request for share certificates is subject to the terms and conditions of the Prospectus of the Fund as regards share certificates.

Fifth resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend articles 10 and 13 of the Articles of Association in order to precise that the net asset value per Share may be rounded up or down to the nearest currency decimal and that the Net Asset Value will be calculated based on the stock exchange's closing prices and the last NAV of the shares or units in open-ended investment funds.

Sixth resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend article 17 of the Articles of Association in order to specify the conditions under which the General Partner may be removed.

Seventh resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend article 19 of the Articles of Association in order to allow the Company to invest all or part of the assets of any of its sub-funds into shares of any other sub-fund of the Company in compliance with the provisions of the Law of 13 February 2007 as amended by the Law of 26 March 2012.

Eighth resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend article 22 of the Articles of Association in order to (i) specify that the shareholders will be convened to general meetings via registered mail at least eight (8) days before the date of any general meeting of shareholders, instead of fifteen (15) days, (ii) remove the obligation to publish the convening notice in the newspaper "Luxemburger Wort" and in any other newspaper(s) that the General Partner may determine, and (iii) provided that if all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

Ninth resolution

The shareholders decide at the unanimity to amend article 23 of the Articles of Association in order to precise that, in the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or class of Shares has decreased to or has not reached an amount considered by the General Partner as the minimum level for such Sub-Fund or class of Shares to be operated in an economically efficient manner, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares issued in such Sub-Fund or class of Shares at their NAV (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect, and to precise that the Fund shall send a notice to the Shareholders concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption and may publish it in any newspaper that the General Partner may be appropriate.

Tenth resolution

The shareholders decide at the unanimity to replace all references to the "Board of Directors" by new references to "General Partner" in the Articles of Association.

Eleventh resolution

The shareholders decide at the unanimity to make certain other minor amendments to various articles for consistency, language or formal purposes.

Twelfth resolution

The shareholders decide at the unanimity to completely restate the Articles of Association of the Company with effect as of the date that will be resolved by the extraordinary general meeting of shareholders in order to reflect the various amendments adopted by the extraordinary general meeting of shareholders and resolve that the only version of the Articles of Association will be the English version.

On the basis of the above resolutions, the shareholders decide to amend the Articles of Association of the Company, so that they will read under coordinated form as follows:

"Title 1. Name, Duration, Object, Registered office

Art. 1. Corporate name - Form. There is hereby established a corporation in the form of a Luxembourg corporate partnership limited by shares ("société en commandite par actions") under the corporate name "POLARIS S.C.A., SICAV-FIS" (hereafter referred to as the "Fund"), qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, subject to the provisions of the Luxembourg law relating to special investment funds dated February 13th, 2007 (the "Law") and related laws and regulations.

The Fund has been set up as a "multiple compartment investment company" and will have the possibility to create additional Sub-Funds, in accordance with the provisions of the Law. Each Sub-Fund shall be treated as separate patrimony of assets and liabilities of the Fund. The rights of investors and creditors with view to each Sub-Fund, including the rights in connection with the creation, operation and liquidation of such Sub-Fund, are limited to the assets of the Sub-Fund. Each Sub-Fund will therefore be deemed to be a separate entity with view to relations among investors of the Fund.

Art. 2. Registered office. The registered office is established in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg).

The General Partner is authorized to change the address of the Fund inside the municipality of the Fund's registered office. Subsidiaries or branch offices may be created, by simple decision of the general partner of the Fund (the "General Partner"), either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the General Partner believes that extraordinary political, economic or social developments that could compromise the normal activities of the Fund at its registered office, or the ease of communication from abroad with the headquarters, or from the registered seat with foreign countries, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered seat abroad until after the complete cessation of the abnormal circumstances; such temporary measures will not have any effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding this temporary transfer of registered seat, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Fund is established for an unlimited duration.

Art. 4. Purpose. The object of the Fund is the collective investments of its assets in securities in order to spread the investment risks and to provide to the investors the benefit of the result of the management of its assets.

The Fund may grant any guarantee and any form of security over its assets or otherwise to secure any obligations of the Fund or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Fund has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Fund. The Fund may also borrow money in any form or obtain any form of credit or lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Fund has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Fund.

The Fund may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of the Law.

Title 2. Capital, Variations of capital, Shares

Art. 5. Share capital. The Fund is an undertaking for collective investment with variable capital (a société d'investissement à capital variable), the share capital of the Fund will be equal, at any time, to the total value of the net assets of the Fund, as determined in accordance with these articles of incorporation.

The minimum share capital of the Fund shall be one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months following its authorization by the Luxembourg supervisory authority (Commission de Surveillance du Secteur Financier, the "CSSF").

At the incorporation, the share capital of the Fund shall be represented by the following 2 (two) classes of shares:

I. "Management Shares": one share subscribed at the time of incorporation of the Fund by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandite) of the Fund;

II. "Ordinary Shares": a class of shares subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires) without par value.

The initial share capital of the Fund at the time of incorporation was one hundred and one thousand Euro (EUR 101,000.-), divided into one hundred (100) Ordinary Shares held by a Limited Shareholder and one (1) Management Share held by the General Partner.

The capital of the Fund shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the value of the net assets of the Fund, as determined in accordance with these articles of incorporation.

The General Partner shall establish a pool of assets constituting a Sub-Fund ("Sub-Fund") within the meaning of the Law for each share class or for two or more share classes. Each such pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. The General Partner shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Sub-Fund.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiry of the initial period of time, prolong the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Fund shall redeem all the shares in the relevant share class (es) of, in accordance with article 10 below.

At each prolongation of a Sub-Fund, the registered Shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to their registered address as recorded in the register of shares of the Fund, one month prior to the prolongation becoming effective. The offering memorandum of the Fund (the "Prospectus") shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its prolongation.

The proceeds of the issue of each share class shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by the Law, pursuant to the investment objective and policy determined by the General Partner for the Sub-Fund established in respect of the relevant share class(es) subject to the investment restrictions provided by Law or determined by the General Partner.

The Fund shall be considered as a single legal entity; however, by derogation to the provision of article 2093 of the Luxembourg civil code, the assets of one given Sub-Fund shall be only liable for the debts, commitments and obligations which are attributable to such Sub-Fund. As between the shareholders, each Sub-Fund shall be treated as a separate entity.

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all Sub-Funds.

For consolidation purposes, the base currency of the Fund is the Euro.

Art. 6. General Partner. The General Partner (associé gérant commandité) of the Fund will be "Polaris S.à r.l.", a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated on 4th May 2010, under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

The General Partner is responsible for the management of the Fund and jointly and severally liable for all liabilities which cannot be paid out of the asset of the Fund. The General Partner will hold the Management Shares in the Fund.

Art. 7. Limited shareholders. The limited shareholders shall abstain from taking action on behalf of the Fund in any manner whatsoever, except by exercising their rights as shareholders in general shareholders' meeting and shall only be held to the debts and losses of the Fund to the extent of their contribution, provided they are not involved in a management capacity.

The limited shareholders and the General Partner are the shareholders of the Fund (the "Shareholders").

Art. 8. Form of shares. The Fund shall issue shares in each Sub-Fund and in each category in registered form only. If registered shares are issued, Shareholders receive a confirmation of shareholding, unless they want a share certificate, subject however to the terms and conditions of the Prospectus of the Fund as regards share certificates.

All shares of the Fund shall be registered in the register of Shareholders (the "Register") that shall be maintained by the Fund or by one or several persons designated for this purpose by the Fund. The Register shall contain the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number, the Sub-Fund and Class of Share that it holds, the amount paid up on each share and its bank information.

The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his right of ownership on such registered shares. Share certificates will only be issued upon formal request and a correspondent charge will be payable. Each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Any transfer of registered shares shall be made by a written declaration of transfer to be inscribed in the registered Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by any manager or any officer of the General Partner or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

Shareholders shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the Register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

Payments of dividends, if any, will be made to the Shareholders by bank transfer.

Art. 9. Issue of shares. The General Partner is authorised, without any limitation, to issue at any time shares of no par value fully paid up, in any Sub-Fund, without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. No shares will be issued during any period when the calculation of the net asset value per share in the relevant Sub-Fund and share class is suspended pursuant the provisions of the article 14 hereof.

Management shares may not be subscribed by Limited Shareholders.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued. The General Partner may, in particular, decide that shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other frequency as provided for in the Prospectus.

The General Partner may impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription and/or a minimum holding amount. The General Partner may also, in respect of any one given Sub-Fund and/or share class, levy subscription and/or equalisation charges and has the right to waive partly or entirely these subscription and/or equalisation charges. Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Prospectus.

On each occasion that shares are subscribed for, the relevant shares will be issued at the initial price per share in respect of the first issue of shares in any Sub-Fund, and thereafter at the net asset value per share determined with respect to the day relevant to that issue of shares ("Valuation Day"), in compliance with the article 13 hereof, plus any additional premium, charges or fees as determined by the General Partner and disclosed in the Prospectus. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which the shares of the Fund are sold will be also charged.

Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription. The payment of the issue price will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and described in the Prospectus.

Further, if, on any given date, subscription requests pursuant to this article exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of shares in issue of a specific share class or Sub-Fund, the General Partner may decide that part or all of such requests for subscriptions will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interests of the Fund. On the next Valuation Day(s) following that period, the unsatisfied part of these subscriptions requests will be met in priority to later requests.

Unless otherwise specified in the Prospectus, a Shareholder may not withdraw his request for subscription of shares except in the event of a deferral or a suspension of the calculation of the net asset value. In such events, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the Fund before the termination of the period of suspension, or, in case of a deferral, before the next deadline for subscription requests as defined in the Prospectus. If the request is not so withdrawn, the Fund shall proceed to subscribe the shares on the first applicable Valuation Day.

The General Partner may from time to time accept subscriptions for Shares against contribution in kind of securities or other assets provided that such assets compliance with the investment objectives, restrictions and policy of the relevant Sub-Fund and with the conditions set forth by Luxembourg law. In the case where Shares are issued for a contribution in kind a valuation report on this contribution may be required from the Auditors of the Fund (réviseurs d'entreprises agréé) which will be available for inspection. Specific provisions relating to contribution in kind of assets will be detailed in the Prospectus.

The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The failure of an investor to make, within a specific period of time determined by the General Partner any required contributions or certain other payments, in accordance with the terms of its commitment, entitles the Fund to declare such investor a defaulter, which results in the penalties determined by the General Partner and detailed in the Prospectus.

Art. 10. Redemption of shares. With respect to Sub-Fund(s) created for an unlimited period of time, any Shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Fund, under the terms and procedures and within the limits set forth by the General Partner in the Prospectus and provided by Luxembourg law and these articles of incorporation.

With respect to Sub-Fund(s) created for a limited duration, specific exit strategies will be determined by the General Partner in accordance with the Prospectus.

The "Redemption price" per Share shall be paid within a period as determined by the General Partner which shall not exceed six (6) calendar months from the relevant Valuation Day, in accordance with such policy as the General Partner may from time to time determine, provided that the share transfer documents have been received by the Fund.

The "Redemption Price" shall be equal to the net asset value per share (as defined under Net Asset Value) of the relevant Sub-Fund rounded up or down on the nearest two decimals of the Reference Currency. The Redemption Price per Share is calculated on the Calculation Day by the Administrative Agent for each relevant Valuation Day of the Sub-Fund.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any Shareholder in any share class or Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the General

Partner and disclosed in the Prospectus, the Fund may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of shares in such share class and/or Sub-Fund.

Further, if, on any given date, redemption requests pursuant to this article exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of shares in issue of a specific share class or Sub-Fund, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interests of the Fund. On the next Valuation Day(s) following that period, the unsatisfied part of these redemption requests will be met in priority to later requests. The possibility of a deferral of the requests for redemption will be specified in the Prospectus.

Unless otherwise specified in the Prospectus, a Shareholder may not withdraw his request for redemption of shares except in the event of a deferral or a suspension of the calculation of the net asset value. In such events, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the Fund before the termination of the period of suspension, or, in case of a deferral, before the next deadline for redemption requests as defined in the Prospectus. If the request is not so withdrawn, the Fund shall proceed to redeem the shares on the first applicable Valuation Day.

If the net assets of the relevant Sub-Fund or share class on any particular Valuation Day fall at any time below the minimum level determined by the General Partner pursuant to article 23 hereof, the Fund, at its discretion, may redeem all the shares then outstanding in the relevant Sub-Fund or share class according to the procedure described in article 23.

The Fund shall have the right, if the General Partner so determines and with the agreement of the relevant Shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder in specie by allocating to such shareholder investments from the pool of assets set up in connection with such share class or classes, equal in value (as calculated in the manner described in article 13), as of the Valuation Day with respect to which the redemption price is calculated, to the net asset value of the shares to be redeemed, minus any applicable redemption fee and charge. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders of the relevant share class or classes. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

The Fund may at any time compulsorily redeem shares from Shareholders who are excluded from the acquisition or ownership of shares in the Fund, any given Sub-Fund or share class, pursuant to the procedures set forth in article 12 hereof and the Prospectus.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 11. Conversions of shares. Conversion of shares between different Sub-Funds is not allowed.

Art. 12. Restrictions on ownership of shares. Shares of the Fund are available to well-informed investors only.

Well-informed investor ("Well-Informed Investor") has the meaning ascribed to it in the Law and includes institutional investors, professional investors and any other Well-informed Investor who fulfils the following conditions:

- A) he has confirmed in writing that he adheres to the status of Well-Informed Investor, as defined by the Law; and
- B) (i) he invests a minimum of one hundred and twenty five thousand Euro (Euros 125,000) in the Fund; or
- (ii) he has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/CE, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/CE or by a management company with the meaning of Directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in specialised investment Fund.

The Fund may restrict or prevent the ownership of shares in the Fund by any prohibited person. Prohibited person ("Prohibited Person") is any person, firm, partnership or corporate entity, if in the sole opinion of the Fund the holding of shares may be detrimental to the interest of the existing shareholders of the Fund, if it may result in the breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred.

As the Fund is not registered under the United States Securities Act of 1933, as amended, nor has the Fund been registered under the United States Investment Company Act of 1940, as amended, its shares may not be offered or sold, directly or indirectly, to any US person. Each occurrence of the term "US Person" shall designate a national, citizen or resident of United States of America or of one of its territories or possession or of a region subject to its jurisdiction.

Any proposed transfer of shares in the Fund must be notified to the General Partner, which shall refuse to approve and register a proposed transfer in circumstances where, inter alia:

- i) shares would be transferred to investors not qualifying as Well-Informed Investors;
- ii) shares would be transferred to a Prohibited Person or a US Person;
- iii) shares have been transferred where, inter alia, the transfer could result in legal, pecuniary, competitive, regulatory, tax or material administrative disadvantage to the Fund, any Sub-Fund or the shareholders.

For such purposes the Fund may:

(A) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(B) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the Register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary

for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry or will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(C) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any Meeting of Shareholders of the Fund; and

(D) where it appears to the Fund that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such Shareholder to sell his shares and to provide to the Fund evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Fund shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of such shares, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such Purchase Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Fund. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Fund the share certificate or certificates representing the shares specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the Register of Shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant share class as calculated with respect to the Valuation Day specified by the General Partner for the redemption of shares in the Fund next preceding the date of the Purchase Notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the General Partner for the payment of the redemption price of the shares of the relevant share class and will be deposited for payment to such owner by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and non-matured dividend coupons attached thereto, if any. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant share class or classes. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Fund.

(4) The exercise by the Fund of the power conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber of shares issued in connection with the incorporation of the Fund as long as such subscriber holds such shares, nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution.

Art. 13. Calculation of the net asset value per share. The valuation of the assets of the Fund is based on the fair value.

The Net Asset Value of the shares of each Sub-Fund is determined in its reference currency. It shall be determined as of each Valuation Day by dividing the net assets attributable to each Sub-Fund by the number of shares of such Sub-Fund then outstanding. The net assets of each Sub-Fund are made up of the value of the assets attributable to such Sub-Fund less the total liabilities attributable to such Sub-Fund calculated at such time as the General Partner shall have set for such purpose.

The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest two currency decimals.

The value of the assets of the Fund shall be determined as follows:

(i) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Fund may consider appropriate in such case to reflect the fair value thereof;

(ii) the value of securities which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the day closing prices on the stock exchange which can reasonably be considered as being the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities;

(iii) for non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities

for which the quoted prices are not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith on the basis of foreseeable sales prices;

(iv) shares or units in open-ended investment funds shall be valued at their last available net asset value;

(v) money market instruments are valued at: a) market value plus any accrued interest for instruments having, at the moment of their acquisition by the Fund, an initial or remaining maturity of more than 12 (Twelve) months, until the instruments have a remaining maturity of less than 12 (Twelve) months at which time they will move to an amortised cost basis plus accrued interest, and b) on an amortised cost basis plus accrued interest for instruments having, at the moment of their acquisition by the Fund, an initial or remaining maturity of less than 12 (Twelve) months.

For the purpose of determining the value of the assets of the Fund, the Fund Administrator, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e. Bloomberg, Reuters etc.) or fund administrators, (ii) by brokers, or (iii) by (a) specialist duly authorized to that effect by the General Partner. Finally, (iv) in the cases no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the Fund Administrator may rely upon the valuation of the General Partner.

The Fund is authorised to apply other adequate valuation principles for the assets of the Fund and/or the assets of a given Sub-Fund if the aforesaid valuation methods appear impossible or inappropriate due to extraordinary circumstances or events.

If the General Partner considers that the Net Asset Value calculated on a given Valuation Day is not representative of the fair value of the Fund's shares, or if, since the calculation of the Net Asset Value, there have been significant fluctuations on the stock exchanges concerned, the General Partner may decide to actualise the Net Asset Value on that same day. In these circumstances, all subscription and redemption requests received for that day will be handled on the basis of the actualised Net Asset Value with care and good faith.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

The Net Asset Value per share of each Sub-Fund and the issue and redemption prices thereof are available at the registered office of the Fund.

Art. 14 Frequency and Temporary suspension of the calculation of the net asset value per share, of the issue and the redemption of shares. With respect to each share class, the Net Asset Value per share and the price for the issue, redemption of shares shall be calculated from time to time by the Fund or any agent appointed thereto by the Fund, at least once a year, at a frequency determined by the General Partner and specified in the Prospectus, such day being the Valuation Day, as well as on each day by reference to which the General Partner approves the pricing of an issue or a redemption of shares, provided that this is in compliance with applicable laws and regulations.

The determination of the Net Asset Value of shares of one or several Sub-Funds may be suspended during:

(a) any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of the concerned Sub-Fund is quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets of the concerned Sub-Fund would be impracticable; or

(c) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of the assets of the concerned Sub-Fund or the current prices or values of such assets on any market or stock exchange; or

(d) any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

(e) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Fund attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained.

(f) in any other case where deemed necessary by the General Partner in the exclusive interest of the Fund or of its Shareholders..

The suspension of a Sub-Fund shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per share or on the issue and redemption of shares of any other Sub-Fund that is not suspended.

Any request for subscription or redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the determination of the Net Asset Value per share, and subject to the conditions and procedures determined by the Directors in their discretion.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be given to any subscriber or Shareholder as the case may be applying for subscription or redemption of shares in the Sub-Fund(s) concerned.

Title 3. Administration and Supervision

Art. 15. Management. The Fund will be managed by the General Partner, the private limited liability company governed by the laws of Luxembourg "Polaris S.à r.l."

Art. 16. Power of the General Partner. The General Partner is invested with the broadest power to conduct any administration act and enactments in the interest of the Fund that are not expressly delegated by law or by the articles of incorporation to the General Meeting.

The General Partner sets the general investment policy of the Fund in accordance with these articles of incorporation and the Prospectus. The General Partner applies the principle of risk diversification.

The General Partner's tasks include, without limitation, the following:

- identifying, evaluating and negotiating investment opportunities in accordance with the Fund's investments policies and acquiring investments on behalf of the Fund;
- monitoring investment and taking any appropriate management actions, as and if necessary;
- making decision relating to sale, exchange or investment transaction and, in relation to sale, exchange and other transactions, when necessary represent, provide guarantees and indemnities;
- entering into all types of agreements and contracts, including the delegation of investment advisory, management and administration that it may deem necessary, useful or advisable
- deciding on the allocation of proceeds from sale of investments between reinvestment and distribution, subject to the provisions set out in article 25.

Art. 17. Revocability Of the General Partner. The General Partner may not be removed except in circumstances where it has seriously breached the law and the articles of incorporation or in case of gross negligence. In such case, the removal shall be decided by the General meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements applicable for the amendment of these articles of incorporation, but without the consent of the General Partner.

Art. 18 Power of external representation. The Fund will be validly represented towards third parties, in court and in all official acts by the sole signature of the General Partner, represented by its duly authorised Managers. Moreover, the General Partner may appoint a special authorised agent to represent the Fund.

Art. 19. Investment policies and Restrictions. The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine:

- (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund,
- (ii) the hedging strategy to be applied to specific share classes within particular Sub-Funds and
- (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the General Partner in the Prospectus, in compliance with applicable laws and regulations.

The General Partner, acting in the best interests of the Fund, may decide, in the manner described in the Prospectus of the Fund, that:

- (i) all or part of the assets of the Fund or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their Sub-Funds, or that
- (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis, or that
- (iii) all or part of the assets of any Sub-Fund of the Fund be invested in Shares of any other Sub-Fund of the Fund (the "Target Sub-Fund") as long as the Target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in by the Target Sub-Fund.

Art. 20. Conflict of interest. Shareholders should note that the General Partner, any of its members or managers or directors or any of its delegates/affiliates and the custodian bank and possibly other parties may be subject to various conflicts of interest in their relationship with the Fund.

The General Partner shall act in the best interests of the Fund.

Art. 21. Auditors. The General Shareholders' Meeting shall appoint an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority, that will be responsible for auditing the Fund's accounts. Such auditor shall be remunerated by the Fund.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law.

Title 4. General meetings - Financial years - Distribution

Art. 22. Annual General Meetings. The properly constituted General Meeting of shareholders of the Fund ("the General Meeting") represents all Shareholders of the Fund.

The Annual General Meeting of Shareholders will be held in accordance with Luxembourg law at the place specified in the convening notice on the 3rd Wednesday of the month of April of each year at 11:00 a.m.. If such day is not a Business Day, the Annual General Meeting shall be held on the next following Business Day. The first annual general meeting in Luxembourg was held on April 20, 2011 at 11:00 a.m..

General Meetings shall be called by the General Partner, or by Shareholders holding a minimum of ten per cent (10%) of the Company's share capital.

All the Shareholders shall be convened to the meeting via a notice, recorded in the Register of Shareholders and sent to their address by registered mail, at least eight (8) days before the date of the General Meeting.

Quorums and notice periods required by law shall apply to General Meetings if not otherwise specified in these articles of incorporation.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

All Shareholders may participate in the General Meetings by designating either in writing, by cable or fax another person to serve as their proxy.

If not otherwise specified by the Law or in the present articles of incorporation, the decision of the duly convened General Meeting are made by simple majority of the Shareholders present or represented and voting, subject to the consent of the General Partner. The General Partner may determinate any conditions to be fulfilled by Shareholders to participate in the General Meeting.

The vote on the payment of a dividend on a particular Sub-Fund requires a separate majority vote from the Meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned.

Each share confers the right to one vote.

The General Meeting shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of the General Meeting shall appoint a secretary. The General Meeting shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented. The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Art. 23. Dissolution and Merger of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or class of Shares has decreased to or has not reached an amount considered by the General Partner as the minimum level for such Sub-Fund or class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or class of Shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or class of Shares or in order to proceed to an economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares issued in such Sub-Fund or class of Shares at their NAV (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Fund shall send a notice to the Shareholders concerned by the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or class of Shares concerned may continue to request redemption (if appropriate) of their Shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the General Meeting of Shareholders of any Sub-Fund or Class of Shares may, upon proposal from the General Partner, redeem all the Shares of such Sub-Fund or class of Shares and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this section, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Fund or to another undertaking for collective investment or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to re-designate the Shares of the Sub-Fund concerned as Shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be notified to the Shareholders of the concerned Sub-Fund in the same manner as described in the first paragraph of this section (and, in addition, the notice shall contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of Shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the Shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Fund may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned which will decide upon such an amalgamation by resolution taken with no quorum and by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this section or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the Shareholders of the Sub-Fund concerned taken with no quorum and by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 24. Financial Year. The financial year of the Fund shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

Art. 25. Distributions. The General Meeting of Shareholders of any Sub-Fund shall, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the General Partner to declare, distributions.

For any Class of Share entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. The Annual General Meeting shall ratify any interim dividends resolved by the General Partner.

Payments of distributions to shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the Register of Shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time that the General Partner shall determine from time to time.

The General Partner may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the General Partner.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant share class or classes.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title 5. Final provisions

Art. 26. Custodian. To the extent required by law, the Fund shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution (the "Custodian") as defined by the law of 5 April 1993.

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law and the custody agreement.

If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian, and the General Partner shall appoint such bank as Custodian of the Fund's assets. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 27. Dissolution of the Fund. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements applicable to the amendment of these articles of incorporation and only with the consent of the General Partner.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital of EUR 1,250,000.-, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Fund shall also be referred to a General Meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital of EUR 1,250,000.-; in such event, the General Meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 28. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities and not to be Shareholders; the General Meeting of Shareholder shall appoint them and determine their powers and their compensation. The net proceeds of the liquidation will be distributed by the liquidators to the holders of the Shares of the relevant class of Shares in the relevant Sub-Fund in portion to their holding of such Shares in such class of Shares. If the Fund is subject to voluntary or compulsory liquidation, the liquidation will be carried out in accordance with the SIF Law, which defines the steps to be taken to enable Shareholders to participate in the distribution(s) of the liquidation proceeds and provide for a deposit at the Caisse de Consignation at the time of the close of liquidation. Amounts not claimed from escrow within the statute of limitation period shall be liable to be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

Art. 29. Amendments to the Articles of Incorporation. These articles of incorporation may be amended by a General Meeting subject to the quorum and majority requirements provided by the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and only with the consent of the General Partner.

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Law; as such laws have been or may be amended from time to time."

Thirteenth resolution

The shareholders decide at the unanimity that the decisions of the extraordinary general meeting of shareholders in connection with the above shall become effective on the date of the extraordinary general meeting of shareholders.

No further item being on the agenda of the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English only.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: S. Jannoni, F. Comparetto, C.-I. Berge et C. Wersandt.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 février 2013. Relation: LAC/2013/8874. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 mars 2013.

Référence de publication: 2013046017/665.

(130056474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

AMS Systems PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5231 Sandweiler, 69, rue d'Itzig.

R.C.S. Luxembourg B 151.080.

Extrait des résolutions adoptées lors de la réunion du conseil d'administration du 8 avril 2013

Démission de Monsieur Christophe THEBAULT du poste d'Administrateur et de Directeur de la société avec effet au 15 mars 2013.

Conformément à l'article 9 des statuts, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité de:

- déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Jean-Philippe ENTEMEYER, né le 9/05/1968 à Metz (France) et demeurant au 27 bis, rue de Verdun, F-54150 Luby, France.

Monsieur Jean-Philippe ENTEMEYER portera le titre de Directeur de la société et la société sera engagée par la signature conjointe de minimum deux directeurs pour toutes les affaires relevant de la gestion journalière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

AMS SYSTEMS PSF S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013045402/21.

(130055834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Holmalux GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8077 Bertrange, 9, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 17.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HOLMALUX GmbH

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013047356/11.

(130057580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.
